

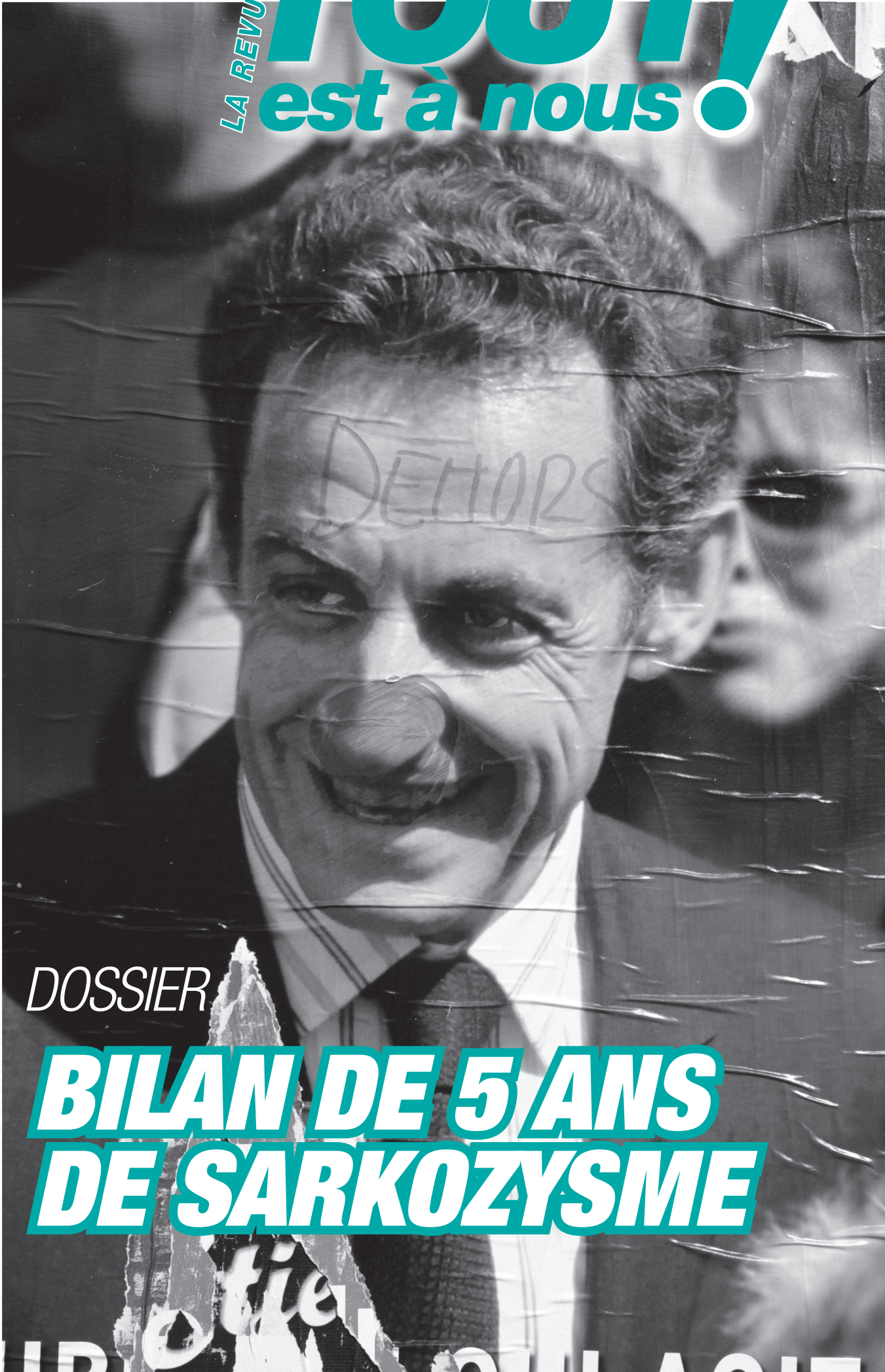
2012

MARS

N°30  
4€

**NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

LA REVUE **TOUT!**  
est à nous



DOSSIER

**BILAN DE 5 ANS  
DE SARKOZYSME**

Philippe...  
L'Économiste...  
L'Économiste...



# SOMMAIRE

<b>Jean-Philippe Divès</b> Éditorial <i>Leur Europe n'est pas la nôtre</i>	P3
<b>EN CAMPAGNE</b> <b>Christine Poupin</b> <i>Produire autrement</i>	P4
<b>ACTU</b> <b>Ernest Mandel</b> Europe <i>Relance et austérité</i> <b>Iv, militant NPAR</b> Entretien avec Granyab <i>La Réunion, bilan des événements</i> <b>Lisbeth Sal</b> Les filles de Lejaby <i>Victoire!</i>	P8 P11 P13
<b>DOSSIER</b> <b>Jean-François Cabral</b> <i>Sarkozy dégage!</i> <b>Jean-Claude Laumonier, Robert Pelletier</b> <i>100% antisocial</i> <b>Catherine Faivre d'Arcier, Damien Joliton</b> Écologie <i>De belles promesses non tenues</i> <b>Yvan Lemaitre</b> Politique internationale <i>Le zèle pro-impérialiste</i> <b>Anne Leclerc, Antoine Boulangé</b> <i>Sécuritaire, liberticide, antijeunes et raciste</i> <b>Julien Rivoire</b> <i>Ardent promoteur de l'eurolibéralisme</i> <b>Sandra Demarçq</b> Services publics <i>Dépôt de bilan</i> <b>François Coustal</b> <i>Retour au Fouquet's</i>	P15 P16 P18 P19 P21 P23 P24 P26
<b>REPÈRES</b> <b>Sylvain Pattieu</b> 1954-1962 <i>La guerre d'Algérie</i> Guerre d'Algérie <i>Mouvements de solidarité et gauche radicale</i>	P27 P29
<b>CULTURE</b> <b>Pierre Vandevoorde</b> Daniel Bensaïd <i>Jeanne d'Arc, la revenante</i> <b>Comité NPA Morbihan</b> Entretien avec Pierre le Ménahès <i>Une voix de la France d'en bas</i> <b>Henri Clément</b> Apprendre le travail <i>Une livraison de la revue Agone</i>	P31 P32 P34
<b>NOTES DE LECTURE</b> <b>Henri Clément</b> <i>Du péril de l'ignorance, Speed, La Brèche</i>	P35

Pour contacter la rédaction de Tout est à nous!, la Revue : [contact-revue@npa2009.org](mailto:contact-revue@npa2009.org)

© DR

## AVERTISSEMENT

Comme il est de règle,  
les articles signés sont publiés  
sous la seule responsabilité  
de leurs auteurs.

# Leur Europe n'est pas la nôtre

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

« Le triste délitement de l'idée européenne », titrait le 10 mars le journal *Le Monde* en se désolant que selon un sondage récent, « Les Français veulent moins d'Europe. Une majorité d'entre eux se dit indifférente à l'idée européenne. Quand elle n'y est pas hostile. »

Mais quoi d'étonnant, alors que les politiques pilotées depuis les institutions de l'Union européenne ne sont, de plus en plus clairement et ouvertement, que synonymes d'austérité pour les classes populaires, de destruction des services publics et des acquis sociaux. L'UE joue ainsi un double rôle particulièrement néfaste : non seulement elle sert aux capitalistes pour imposer les plans qui génèrent la pauvreté et la misère, mais elle déconsidère l'idée européenne elle-même, plus généralement les idéaux de solidarité entre les peuples, en favorisant le développement de sentiments et de courants nationalistes et xénophobes.

C'est dans cette situation que « l'Europe » s'est invitée dans la campagne électorale et que l'on voit maintenant les candidats des deux partis qui, alternant au pouvoir depuis plus de trente ans, ont appliqué les mêmes politiques antisociales décidées au niveau français et européen, se livrer à une étonnante surenchère, purement démagogique.

D'un côté, dans ce qui ne peut être compris que comme une posture, motivée par sa course aux électeurs du FN, Sarkozy, c'est-à-dire l'actuel co-directeur de l'UE avec sa collègue et amie, M<sup>me</sup> Merkel, trouve le culot de s'en prendre à « l'Europe » dont il affirme, dans son discours de Villepinte, qu'elle « ne doit plus être une menace, elle doit être une



CES (Confédération européenne des syndicats) journée d'action européenne CGT, FSU, Solidaires et Unsa Paris, le 29 février 2012 - © Photothèque Rouge/MILO

protection». Rien de bien surprenant, en revanche, sur le plan des propositions concrètes, typiquement réactionnaires, consistant à s'attaquer à la libre circulation des personnes, autrement dit aux travailleurs immigrés, et à préconiser quelques mesures protectionnistes censées profiter aux entreprises européennes.

De l'autre, en s'abstenant au Parlement sur la ratification du MES (mécanisme européen de stabilité), sorte de nouveau FMI européen, le PS et Hollande affirment qu'ils demanderont une renégociation du pacte budgétaire signé le 1<sup>er</sup> mars par 25 chefs d'État et de gouvernement européens (le TSCG, « traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire »). Il s'agirait selon eux d'y inclure des objectifs de « croissance », mais il est surtout notable qu'ils ne mettent nullement en cause ses dispositions imposant une extrême rigueur budgétaire et donnant aux institutions non élues de l'UE des pouvoirs

discrétionnaires afin de sanctionner tout pays qui y dérogerait.

Dégager Sarkozy et sa bande sera une mesure de salubrité publique, un soulagement pour toutes les victimes de leur politique, un encouragement aux luttes, à la résistance. Mais la lucidité impose d'avertir que sur le plan économique et social, Hollande et le PS ne mèneront pas une politique vraiment différente. L'austérité est leur perspective commune et cet accord sur l'essentiel s'exprime aujourd'hui autour de deux questions décisives, étroitement liées entre elles. La première est la défense des institutions et traités de l'Union européenne – y compris le MES et le TSCG que le PS dit vouloir amender mais ne rejette pas, tout comme il n'avait pas rejeté mais bien approuvé les plans européens qui ont saigné à blanc le peuple grec. Le second est l'objectif de « réduire l'endettement », en payant rubis sur l'ongle une dette publique illégitime puisque résultant des cadeaux fiscaux et autres, aux banques, aux grands groupes industriels et en général

aux détenteurs de capitaux. Un objectif pleinement partagé par Bayrou et Le Pen, et auquel même le Front de Gauche ne s'oppose pas vraiment dans la mesure où il refuse de mettre en cause le paiement de la dette.

Aider les salariés et la jeunesse à reprendre confiance, à regrouper leurs forces, à se préparer à résister au plan d'austérité qui interviendra au lendemain des élections quels qu'en soient les vainqueurs, implique de défendre dans le débat actuel une perspective radicalement différente, qui s'attaque résolument à l'économie de profit : pour la non-reconnaissance et le non-paiement de la dette publique, en France comme dans toute l'Europe, en utilisant les montants considérables qui seront ainsi dégagés afin de reconstruire les services publics et les protections sociales ; pour un processus constituant vers une Europe démocratique, des travailleurs et des peuples, en rompant avec les traités et institutions de l'Union européenne. □





# Produire autrement

PAR CHRISTINE POUPIN



Les fumées de l'usine d'incinération d'Ivry-sur-Seine exploitée par la Tiru (filiale d'EDF) pour le compte du Syctom (syndicat intercommunal en charge du traitement et de la valorisation des déchets ménagers de Paris et des communes environnantes). © Photothèque Rouge/Marc

*« Renouer avec la croissance », « relancer la production » tel serait le remède miracle à la crise. C'est ignorer que les classes populaires payent une double facture sociale et environnementale, subissent à la fois l'appauvrissement et le bouleversement climatique, la destruction de l'environnement et la précarisation. Pour le NPA, il ne s'agit pas de « produire plus », mais de « produire autrement » pour satisfaire les besoins sociaux et respecter la rationalité écologique.*

**C**omment défendre les conditions de travail, la santé tant physique que mentale des salariéEs et répondre aux urgences écologiques qu'elles soient climatiques, énergétiques ou de sauvegarde de la biodiversité? Comment lutter pied à pied contre les licenciements, la précarité, les suppressions d'emplois et en finir avec le gaspillage, la surproduction capitaliste? Comment décider et produire ce qui est nécessaire? La réponse à ces questions pourrait tenir en trois mots: planification écosocialiste démocratique. La conjugaison de la crise économique et des crises écologiques montre à quel point la satisfaction des besoins sociaux et le respect de l'équilibre écologique nécessitent de manière urgente une transformation révolutionnaire globale qui rompe avec le

capitalisme et le productivisme, qui change radicalement les bases de la propriété et de la démocratie, de l'outil de production et du travail lui-même. Si la crise globale, historique, du système suscite des résistances, elle ne fait pas automatiquement naître une alternative anticapitaliste, écosocialiste à la hauteur de l'urgence pour autant.

**PLANIFIER LA PRODUCTION: UNE NÉCESSITÉ SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE**

Face aux licenciements, aux fermetures d'entreprises, à l'explosion du chômage, de nombreuses réponses se situent sur le terrain de la relance, de la croissance. Et parce que la crise du capitalisme s'accompagne d'un basculement du monde, les fausses solutions sur l'air de « produisons français » reviennent elles aussi sur le





Pour satisfaire les besoins sociaux et l'équilibre écologique, il est nécessaire de donner la priorité et de mettre des moyens pour développer certains secteurs comme par exemple les transports en commun publics gratuits, l'isolation et la rénovation énergétique des bâtiments... Des secteurs entiers doivent être réorganisés, révolutionnés même. C'est le cas, entre autres, de l'énergie ou de l'agriculture... Nous défendons la constitution d'un service public de l'énergie et une planification sous le contrôle des usagerEs et des salariéEs qui allie rationalité énergétique et justice sociale. Il y a urgence à sortir du nucléaire - source inévitable de risque de catastrophe comme le démontre Fukushima - et à réduire les émissions de gaz à effet de serre responsables du dérèglement climatique. Cela ne peut se réaliser que dans une planification reposant sur le développement des énergies renouvelables et sur un vaste programme d'économie d'énergie, concernant le logement, les transports et l'ensemble des secteurs... Mais cette révolution énergétique doit se faire avec les salariéEs, et non à leur dépens, ce qui exige d'assurer le maintien des emplois et le reclassement collectif des salariéEs de la filière. Son but est aussi de garantir l'accès à l'énergie pour toutes et tous, avec la gratuité pour les consommations de base et une progressivité faisant payer très cher les usages abusifs. Rien de tout cela n'est possible avec les groupes capitalistes (Total, EDF, GDF-Suez, Areva...) qui, avec la complicité de l'État et des principales forces politiques, imposent le nucléaire à toute la société; la pénibilité, les risques et la précarité aux salariéEs; des factures exorbitantes aux usagers. Nous défendons l'appropriation publique et sociale de ces entreprises et leur intégration dans un service public décentralisé et démocratique. Cette révolution énergétique est le seul moyen d'organiser la sortie rapide du nucléaire, elle est aussi la seule réponse à la fois sociale, écologique et internationaliste à la fermeture programmée des raffineries en Europe. Toutes les autres prétendues solutions industrielles refusent d'anticiper l'épuisement des ressources pétrolières, sans parler de la nécessaire sortie des énergies fossiles, pour endiguer la crise climatique et se cachent derrière une illusoire indépendance énergétique de la France qui pousse l'aberration jusqu'à réclamer de « raffiner français ».

devant de la scène. Ces fausses évidences sont lourdes de dangers, l'une précipite la catastrophe climatique, l'autre dresse les peuples les uns contre les autres. Productivisme et nationalisme marchent main dans la main et gagnent du terrain. Les faire reculer c'est d'abord faire reculer le chômage et l'insécurité sociale qui menacent les classes populaires. Des créations massives d'emplois dans les services publics de santé, d'éducation, d'accueil de la petite enfance, de soins aux personnes âgées ou dépendantes..., une réduction massive du temps de travail - sans perte de salaire et compensée intégralement par des embauches - sont les moyens les plus efficaces pour combattre le chômage. L'insécurité sociale se combat sur ce terrain, par la défense et l'extension de

la protection sociale et l'acquisition de nouveaux droits. Il faut imposer le droit à l'emploi et au revenu comme un droit absolu garanti à toutes et tous, la mise hors la loi des licenciements et de la précarité, l'accès aux soins et aux médicaments gratuits, le droit à la retraite et à des minima sociaux qui permettent de vivre et non de survivre. Toutes les politiques qui refusent de s'en prendre aux profits pour augmenter les salaires et la protection sociale ou qui refusent de s'en prendre au pouvoir patronal pour garantir les droits des salariéEs renvoient les victimes de la crise dans des impasses dangereuses. Ce « bouclier social » est une condition nécessaire mais pas suffisante pour combattre la crise. Les anticapitalistes doivent inlassablement défendre un plan d'urgence social et écologique.





Se nourrir correctement – en quantité et en qualité – est un droit fondamental aujourd'hui refusé aux classes populaires du fait de la mainmise de l'industrie agro-alimentaire, tout comme sont refusés aux paysans leurs droits à un revenu, à l'accès à la terre, à vivre de leur métier. Le productivisme imposé par l'agro-industrie généralise les produits et les pratiques dangereuses pour les hommes et l'environnement : pesticides systémiques, OGM, engrais chimiques, irrigations. Nous défendons une agriculture agro-écologique, paysanne, à taille humaine, produisant selon les besoins réels des populations, permettant un approvisionnement de proximité, avec des produits de qualité à des prix accessibles pour toutes et tous. La grande distribution doit passer sous contrôle public pour en finir avec sa dictature économique qui étouffe les petits paysans et surexploite ses salariéEs. L'impératif d'une réorganisation globale concerne tous les grands secteurs de la production. La question de l'industrie automobile comme « miroir de la crise sociale et écologique » a fait l'objet d'un article dans *Tout est à nous ! La Revue* en novembre 2011.

## DÉFENDRE L'EMPLOI ET L'ENVIRONNEMENT

Le productivisme brandit fréquemment le drapeau de la défense de l'emploi. Avec un chômage durablement massif, c'est évidemment un argument de poids. Mais il faut remettre les choses à l'endroit : la finalité de la production n'est pas de créer des emplois mais de produire ce qui est utile et seulement ce qui est utile. La réponse au chômage n'est pas de produire plus mais de répartir le travail entre toutes et tous. Quand nous participons aux résistances face à de nouveaux grands projets inutiles – EPR, autoroute, aéroport... –, nous affrontons une propagande qui fait miroiter les créations d'emplois. Nous le faisons généralement en lui opposant la défense des emplois détruits – agricoles, comme c'est par exemple le cas pour l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes – ou en soulignant la nature temporaire et précaire des emplois liés à la seule construction de tels projets. L'argumentation est grandement facilitée par le fait qu'il ne s'agit que d'emplois « virtuels » qui seraient éventuellement créés et non d'hommes et de femmes menacés de perdre leur emploi. La fermeture d'entreprises existantes pose des problèmes plus complexes et plus douloureux.

Du point de vue social, comme du point de vue écologique, certaines productions sont inutiles ou dangereuses : nucléaire, armement, engrais chimiques, pesticides... Nous sommes pour les arrêter. À la question des emplois, nous répondons par le maintien du salaire, du contrat de travail, le reclassement collectif des salariéEs, la reconversion. Mais cette réponse ne peut fonctionner que portée par les salariéEs concernéEs et avec le rapport de forces suffisant pour l'imposer. C'est ce que nous devons chercher à construire obstinément. L'extrême difficulté vient du fait que ce sont les patrons qui ont l'initiative, qui décident de fermer telle ou telle usine et de jeter à la porte celles et ceux qui y travaillaient. Ils ne prennent pas ces décisions parce que ce qui est produit est inutile ou dangereux, ils ferment parce que ce n'est plus assez rentable à leurs yeux. Pendant des années, ils ont pollué l'air, l'eau, les sols, empoisonné les travailleurEs, fait courir des risques à l'intérieur et à l'extérieur de l'usine, mis sur le marché des produits dangereux... et soudain ils estiment que ça ne leur rapporte pas assez et décident de fermer. Dans certains cas, ils organisent purement et simplement la faillite, condamnant les salariéEs au chômage avec des indemnités de misère et abandonnant un site pollué.

Dans le mouvement ouvrier, nombreux sont ceux qui sont prêts à défendre l'indéfendable. Ce fut le cas, à Toulouse, de ceux qui réclamaient le redémarrage d'AZF après l'explosion qui avait causé plus de 30 morts et des milliers de blessés. Mais force est de reconnaître que, au moment où l'annonce de la fermeture tombe, l'intervention est très difficile. Pour les salariéEs, aux difficultés matérielles s'ajoute que ce n'est pas seulement leur emploi qui disparaît mais tout un pan de leur vie. Tous les renoncements précédents, souvent consentis au nom même de la défense de l'emploi, sur les questions de sécurité, d'environnement, de santé au travail, d'organisation du travail, sont alors payés au prix fort. Les anticapitalistes doivent en permanence faire vivre une démarche syndicale qui s'applique à contrer la propagande patronale dans tous les domaines, à refuser le patriotisme d'entreprise, à se solidariser avec les combats des riverains contre les nuisances, des consommateurs pour la qualité des produits et ce bien avant les menaces de fermeture. C'est le seul moyen de tisser des liens militants, des rapports de confiance et de solidarité entre les salariéEs et les habitantEs qui sont indispensables pour construire le

rapport de forces nécessaire pour imposer des solutions ouvrières.

Même si elles sont encore trop rares, certaines luttes posent la question de produire autre chose, de produire autrement. Les salariéEs de Fralib, près de Marseille, se sont battus pour défendre leurs emplois. Au cours de leur lutte, dans l'occupation de l'usine, ils et elles ont posé, avec leur projet alternatif de reprise, les questions de rapports équitables avec les producteurs, de circuits courts, de production bio... ils et elles ont critiqué un conditionnement coûteux et inutile dont le marketing est la seule motivation. Celles et ceux de M-real dans l'Eure popularisent d'autres choix pour préserver les emplois et l'environnement. Ils proposent par exemple de remettre en marche l'usine de pâte à papier fermée il y a quelques années, de produire du carburant à partir de la biomasse et même d'alimenter ainsi la raffinerie voisine de Petroplus menacée de fermeture par ses patrons voyous. Ce sont des luttes déterminées, qui n'hésitent pas à opposer la légitimité de leur combat à la légalité qui protège la propriété et la toute-puissance des patrons. En occupant et en remettant en route l'outil de travail, elles ont permis aussi l'élaboration de solutions ouvrières alternatives à la fois sociales, solidaires et écologiques.

L'enjeu est de taille : reconstruire un mouvement ouvrier, politique et syndical, présent dans les entreprises et capable d'y défendre une orientation anticapitaliste qui soit aussi écologiste. L'écologie, comme la politique, ne peut pas s'arrêter devant la porte des entreprises.

## « PRODUIRE AUTREMENT », UNE QUESTION AU CŒUR DE NOTRE PROJET ÉCOSOCIALISTE

Marx écrit que le capitalisme « épuise les deux seules sources de toute richesse : la terre et le travailleur ». En effet, c'est bien la même logique capitaliste, le « produire toujours plus pour générer toujours plus de profits » qui use et détruit les travailleurs et les travailleuses, épuise les ressources naturelles et dérègle le climat. Les impératifs sociaux comme les impératifs écologiques exigent d'en finir avec le capitalisme et de rompre avec sa logique sur trois plans : la fin de la propriété privée des moyens de production, une planification démocratique qui permette à la société de définir ses choix et ses priorités en matière de production et la transformation radicale tant du travail que des structures de production. L'expropriation des capitalistes est la condition pour établir une propriété collective sur



les grands moyens de production. Mais ce changement des formes de propriété ne vaut que s'il est le moyen d'une gestion démocratique et d'un profond bouleversement de la production. Daniel Bensaïd parlait du «*car-ré infernal du capital*» formé par «*le travail aliéné, la division du travail, la loi du marché et la propriété privée*». Il ne s'agit pas seulement de remettre en cause la propriété privée des moyens de production, mais de «*produire autrement*» dans tous les sens du terme. La structure même de l'appareil productif n'est pas neutre. Par exemple, nous ne nous opposons pas au nucléaire uniquement à cause des risques de catastrophe ou de l'impossible élimination de ses déchets, mais aussi parce que cette industrie implique le gaspillage énergétique, une société hyper centralisée, sécuritaire et policière, le pillage et l'expropriation des peuples du Niger par Areva pour l'exploitation de l'uranium... Des critiques similaires s'appliquent à l'ensemble de l'organisation capitaliste de la production conçue pour favoriser l'accumulation du capital et l'expansion infinie du marché. Cela pose aussi la question de la division internationale du travail-quels échanges internationaux? quelles relocalisations?- qui a fait l'objet d'autres articles et ne sera pas abordée ici.

La révolution de l'appareil productif suppose une révolution du travail. La réduction drastique du temps de travail est centrale dans notre projet de société. L'objectif de l'abolition du chômage et de la précarité, un plein emploi réel, prend radicalement le contre-pied de la situation actuelle où les salariéEs traitéEs comme la variable d'ajustement sont en permanence mis en

concurrence. L'augmentation du temps libre est aussi une condition pour que les travailleurEs s'emparent de la discussion nécessaire à une gestion démocratique de l'économie comme de la société. Mais plus encore, nous revendiquons avec Marx «*la prédominance de "l'être" sur "l'avoir" dans une société sans classes sociales ni alié-nation capitaliste, c'est-à-dire la primauté du temps libre sur le désir de posséder d'innom-brables objets: la réalisation personnelle par le biais de véritables activités, culturelles, sportives, ludiques, scientifiques, érotiques, artistiques et politiques*».

Mais il ne suffit pas de réduire la durée du travail, il faut aussi contester sa finalité, son contenu, son organisation et sa division, s'attaquer au travail contraint, aliéné, à ce que Marx appelle un travail «*pour ainsi dire dénué de toute qualité*». Les salariéEs n'endurent pas seulement l'usure physique, mais aussi la souffrance générée par ce travail mal fait qui n'a pas de sens. Les mal nommées «*procédures qualité*», omniprésentes dans toutes les entreprises et les services sont emblématiques de ce «*mal travail*». Elles ne sont que l'instrument des dominants pour expliquer aux dominéEs qu'ils ne savent pas travailler et sont juste bons à respecter les procédures. Procédures impossibles à suivre pour faire réellement le travail mais à l'aune desquelles ils sont jugés, évalués, dévalorisés.

Pour en finir avec la dépossession des travailleurs de la maîtrise de leur travail, pour redonner toute leur place aux connaissances concrètes, pratiques et réelles du processus de travail, aux savoir-faire

collectifs et individuels, il faut sortir du salariat comme rapport social de domination, construire une véritable autogestion des unités de production. La production, la distribution, la consommation doivent être organisées non seulement par les «*producteurs*» mais par l'ensemble de la société. Ce n'est pas aux facteurs ou factrices de décider du prix du timbre ou de sa gratuité, en revanche ils et elles doivent pouvoir maîtriser collectivement l'organisation de leur travail, de leurs tournées, lutter contre la division du travail, la pénibilité, la répétition... La planification démocratique doit permettre aux hommes et aux femmes de se réapproprier comme citoyenEs, habitantEs, usagerEs, les grands choix sociaux relatifs à la production, de décider de ce qu'il faut produire. Ce niveau de démocratie économique et politique doit s'articuler avec un autre niveau, celui qui nous permet en tant que travailleurEs, producteurEs de maîtriser la gestion et l'organisation de son unité de travail, de décider la manière de produire. C'est la combinaison de ces différents niveaux de démocratie qui permet la coopération et non la concurrence, une gestion effectivement rationnelle d'un point de vue écologique et social, épanouissante d'un point de vue humain, à l'échelle de l'atelier, l'entreprise, la branche... mais aussi de la commune, la région, du pays et même de la planète!

Produire autrement c'est aussi sortir du cercle infernal «*travail aliéné, loisirs aliénés et consommation aliénée*», c'est aussi vivre autrement! □

Brest, 1<sup>er</sup> décembre 2007. L'ex-Entreprise Alcatel, devenue Jabil voit les plans de licenciements se succéder. En 2007 près de 200 suppressions d'emploi sont symbolisées sur la pelouse de Jabil par 200 effigies et un point d'interrogation. © Photothèque Rouge/Drean





EUROPE

# Relance et austérité

PAR ERNEST MANDEL

*Le monde traverse actuellement la plus importante crise économique depuis 1929. La relance économique se fait attendre. Au contraire, la faible croissance, voire la récession, se prolonge et s'amplifie. Le chômage atteint des niveaux qualifiés de « records historiques ». La crise est particulièrement forte en Europe. Au nom de la réduction de la dette, les politiques d'austérité et de réduction des déficits sont à l'ordre du jour dans l'Union européenne. Déficit budgétaire, dette publique, keynésianisme, monétarisme, traité de Maastricht : dans cet article, publié en août 1992, Ernest Mandel met en perspective ces thèmes d'une façon qui a largement gardé son actualité.*

**C'**est l'économiste anglais John Maynard Keynes qui a mis à l'ordre du jour l'usage du déficit budgétaire comme moyen de combattre la crise économique et le chômage<sup>1</sup>. [...]

D'un point de vue théorique, augmenter la demande globale (le pouvoir d'achat effectivement disponible) dans un pays donné facilite la relance économique pour autant qu'il y ait des capacités de production disponibles : chômeurs, réserves de matières premières ou de produits intermédiaires, machines qui ne tournent pas à plein temps, etc. Ces ressources non utilisées sont en quelque sorte mobilisées par le pouvoir d'achat supplémentaire qui résulte du déficit budgétaire. Ce n'est que lorsque ces réserves sont épuisées qu'un déficit budgétaire débouche fatalement sur l'inflation.

## DÉFICIT BUDGÉTAIRE ET RÉPARTITION DES REVENUS

Mais, ici, il y a anguille sous roche. [...] la bourgeoisie préfère souscrire à des emprunts d'État (obligations) plutôt que de payer des impôts : les premiers rapportent, les seconds non. Et l'évasion fiscale est un

phénomène universel en société bourgeoise au XX<sup>e</sup> siècle. Dès lors, le déficit budgétaire s'accompagne pratiquement toujours d'un développement de la dette publique.

Le service de cette dette occupe une part croissante dans les dépenses publiques. Il tend dès lors à accroître le déficit budgétaire, sans effet bénéfique pour l'emploi. Au contraire : comme les salariéEs paient l'essentiel des impôts, la croissance de la dette publique implique en réalité une redistribution du revenu national aux dépens de salariéEs et au profit de la bourgeoisie.

Toutefois, l'accroissement des revenus des capitalistes ne stimule-t-il pas les investissements et donc l'emploi ? C'est la thèse des partisans de la « relance par l'offre », adversaires de Keynes dans les années 1930 et fort influents depuis l'ère Reagan et Thatcher<sup>2</sup>.

À nouveau, il n'y a rien d'automatique à cela. L'argumentation de Keynes à ce propos est convaincante. Les capitalistes ne sont pas obligés d'investir leurs revenus supplémentaires dans la production. Ils peuvent préférer thésauriser ces ressources ou les utiliser à des fins spéculatives. Même lorsqu'ils investissent, il peut s'agir d'investissements de rationalisation qui suppriment des emplois plutôt que d'en créer. Ce qui constitue la dominante depuis le milieu des années 1970.

En réalité, les capitalistes « ne travaillent pas dans l'intérêt général ». Ils opèrent des choix afin de maximiser leurs profits. Ce comportement aboutit précisément à l'accroissement périodique du chômage et aux crises économiques plus ou moins longues. Au cours de ces crises, la masse et le taux de profit chutent. La restauration du profit est dès lors la priorité absolue pour la bourgeoisie. L'accroissement du taux d'exploitation des salariéEs – le taux de plus-value, selon la formulation de Marx – est l'« instrument » privilégié pour arriver à cette fin. Ce n'est point un hasard si la politique d'austérité est partout à l'ordre du jour. En dernière instance, déflation « monétariste » et inflation keynésienne ne sont que deux variantes d'une orientation fondamentale.

## DÉPENSES D'ARMEMENT ET CRÉDIT

Le bilan historique de la politique keynésienne est d'ailleurs fort net. L'expérience

la plus prometteuse, celle du New Deal de Roosevelt aux États-Unis, s'est soldée par un échec cuisant. Malgré l'essor des dépenses publiques, elle a débouché sur la crise de 1938, avec plus de 10 millions de chômeurs. Ce n'est que l'économie de réarmement accéléré qui contribua à éliminer le chômage massif. Ceci confirme



le diagnostic de Rosa Luxemburg, avant la Première Guerre mondiale. Elle voyait dans l'économie d'armement « le marché de substitution » – c'est-à-dire de nouveaux débouchés pour la vente de marchandises et la réalisation de la plus-value – par excellence à l'époque impérialiste. En effet, l'ampleur des dépenses d'armement aux États-Unis servit, après 1948, de moteur à l'expansion économique du système capitaliste dans son ensemble. Ce type de dépense sous-tend « l'onde longue expansive » des années 1950-1970, au prix néanmoins d'un déficit budgétaire et d'une inflation permanents.

L'autre stimulant principal de l'expansion résida dans le gonflement énorme du crédit, c'est-à-dire de l'endettement des grandes firmes ou des ménages les moins pauvres. Le « petit crédit » adressé à des secteurs sociaux relativement démunis prit même de l'ampleur depuis la récession de 1974-1975, que ce soit aux États-Unis ou en Europe.



Durant l'après-guerre, l'économie capitaliste a flotté vers l'expansion sur un océan de dettes. [...] L'explosion de l'endettement représente également un « marché de substitution ». Il crée un pouvoir d'achat supplémentaire qui permet d'amortir les effets des contradictions internes de l'économie capitaliste. [...]

**UN DÉFICIT POUR QUOI ET POUR QUI ?**

[...] Le véritable débat ne concernait pas l'ampleur du déficit budgétaire, mais sa destination. Quelles classes sociales ou

l'enseignement, dans la santé publique, dans l'infrastructure. Mais, les dogmatiques du néolibéralisme oublient cette sagesse élémentaire lorsqu'ils abordent les problèmes des finances publiques sous l'angle d'un « équilibre » à rétablir à tout prix. Ils sabrent de préférence dans les dépenses d'enseignement, de santé publique, de sécurité sociale et d'infrastructures avec les effets nocifs connus à terme, y compris sur la productivité.

Est-ce à dire que socialistes et humanistes doivent quand même donner la préfé-

Par ailleurs, le keynésianisme traditionnel en tant que moindre mal par rapport à la politique de déflation n'a de sens que s'il débouche sur la réduction rapide et radicale du chômage. Or, dans les conditions actuelles, le néokeynésianisme aboutit à l'accroissement du chômage et de la marginalisation de secteurs grandissants de la population. Il n'empêche en rien la réalisation du dessein néolibéral d'une société « duale », c'est-à-dire de division institutionnalisée au sein des salariéEs, donc de dégradation et de démoralisation croissante d'une fraction de ces derniers. Par la dépolitisation et le désespoir que celles-ci nourrissent, un bouillon de culture est créé pour le développement d'une extrême droite « néofasciste ».

**MULTINATIONALES ET ÉTAT NATIONAL**

Le « capitalisme tardif » est d'ailleurs marqué par une concentration et une centralisation internationales du capital sans commune mesure avec le passé. Les sociétés multinationales, ou transnationales, sont devenues la forme d'organisation principale du Grand capital. Moins de 700 d'entre elles dominent de larges segments du marché mondial. Face à la toute-puissance de ces transnationales, l'État national traditionnel est de moins en moins capable d'appliquer dans les faits une politique économique cohérente et efficace.

Certes, les multinationales ne sont point la seule forme de grandes entreprises. À côté d'elles subsistent des trusts essentiellement « nationaux », ainsi que des entreprises publiques ou semi publiques, dans des proportions diverses selon les pays. Le rôle économique de l'État national n'est donc pas réduit à zéro. Néanmoins, la tendance à long terme va dans le sens d'un déclin graduel – pas total, pas immédiat – de l'efficacité de l'interventionnisme économique de l'État national. L'offensive idéologique du néolibéralisme est dans une large mesure le produit et non la cause de cette évolution de fond.

Face à la montée des entreprises transnationales, l'État national n'est plus un instrument économique adéquat pour des fractions déterminables de la bourgeoisie. Toutefois, la classe dominante a besoin de l'État à des fins d'autodéfense. Elle a besoin de l'État national pour défendre ses intérêts particuliers – entre autres dans les instances supranationales – par rapport à ses concurrents étrangers. Elle a besoin de



sous-fractions majeures des classes sociales en profiteraient ; avec quels résultats pour l'ensemble de l'économie et de la société ? À ce propos, les données empiriques sont probantes. Le néokeynésianisme<sup>3</sup> de Reagan et de M<sup>me</sup> Thatcher, associé aux impératifs dits « monétaristes » (stabilité monétaire à tout prix), a brutalement renforcé partout l'offensive d'austérité. On a réduit les dépenses sociales et les dépenses d'infrastructure ; on a gonflé aux États-Unis, en Grande-Bretagne et dans une moindre mesure au Japon et en Allemagne les dépenses d'armement. On a accru les subsides sous diverses formes aux entreprises privées. On a stimulé l'extension du chômage et des inégalités sociales. [...]

Les effets sociaux globaux ont été encore plus désastreux. Les cours d'économie du développement enseignée dans toutes les universités du monde affirment, à juste titre, que les investissements les plus productifs à long terme sont ceux dans

rence au keynésianisme traditionnel, qui débouche sur des variantes diverses du « Welfare State » par rapport au cocktail empoisonné du monétarisme et du néokeynésianisme qu'on nous sert actuellement ?

La réponse semble couler de source. Nous devons cependant la moduler. Le keynésianisme traditionnel implique des formes diverses d'exercice et de partage du pouvoir dans le cadre de la société bourgeoise. Cela aboutit toujours à des formes diverses de « contrat social » et de consensus avec le Grand Capital fondé sur ce qui est acceptable par ce Grand Capital, c'est-à-dire de « consensus » à sens unique (« socialisme gestionnaire »). À cela nous opposons la priorité absolue à la défense des intérêts immédiats des salariéEs et des objectifs valables des « nouveaux mouvements sociaux » (écologistes, féministes, pacifistes, de solidarité avec le tiers-monde). Cela réclame le maintien (ou la reconquête) de l'indépendance politique de classe des salariéEs.

l'État pour amortir le choc des crises économiques et sociales. Elle a besoin de l'État à des fins de répression en cas de crises socio-politiques explosives.

Dans la mesure où l'État national la sert moins, elle cherche donc à lui substituer des institutions supranationales. Toutefois, pour que ces dernières acquièrent un véritable caractère étatique, il faut surmonter d'importants obstacles politiques, culturels, idéologiques. Ceci s'avère beaucoup plus compliqué qu'originellement prévu. Ainsi, l'unification de l'Europe reste suspendue à mi-chemin entre une confédération vague d'États souverains et une fédération européenne à caractère réellement étatique avec une monnaie commune, une Banque centrale commune, une politique industrielle et agricole commune, une armée et une police communes, le tout représenté par un véritable gouvernement commun. Les institutions résultant de l'Acte unique ou des Accords de Maastricht reflètent bien ce caractère hybride. Il s'agit d'institutions pré-étatiques, semi-étatiques. Le véritable pouvoir reste entre les mains du Conseil des ministres de la CE, c'est-à-dire des douze<sup>4</sup> gouvernements associés. Les véritables abandons de souveraineté sont fort limités. La disparité des situations nationales y est évidemment pour beaucoup.

### LAUSTÉRITÉ EUROPÉENNE

Les Accords de Maastricht imposent aux États une réduction du déficit budgétaire à 3% du PIB à des fins de stabilité monétaire. [...] Le seul fait que le contenu des Accords de Maastricht implique une aggravation des politiques d'austérité suffirait déjà pour que le mouvement ouvrier et la gauche «non respectueuse» rejettent ces accords. Il ne faut toutefois pas être dupe. En réalité, Maastricht, sous couvert de «rigueur budgétaire», n'offre qu'une simple excuse pour la poursuite et le durcissement d'une politique d'austérité dans laquelle tous les gouvernements concernés s'étaient déjà engagés. C'est cette politique qu'il faut viser au-delà des seuls Accords de Maastricht.

C'est dire que l'opposition à Maastricht ne doit point prendre la forme d'un repli protectionniste et nationaliste. Il nous laisserait simplement confronté avec la même politique d'austérité. Il lui apporterait même une «justification» idéologique supplémentaire: la défense de la souveraineté

nationale: n'est-ce pas sous le prétexte de défendre la «capacité de concurrence nationale», celle de «notre» industrie, que des directions social-démocrates et syndicales s'engagent pleinement dans la voie de la politique d'austérité?

Face à l'internationalisation croissante du capital et au pouvoir croissant des multinationales, il n'y a, au fond, que deux stratégies concevables pour les salariéEs, leurs organisations politiques et syndicales et les nouveaux mouvements sociaux. La première est celle d'une collaboration avec sa propre classe dominante contre «les» Allemands, «les» Britanniques, «les» Français, «les» Japonais... C'est une orientation idéologique réactionnaire, nourrissant le chauvinisme, l'égoïsme à courte vue, la xénophobie, voire le racisme.

C'est aussi une politique qui n'ouvre aucune perspective. Les multinationales trouveront toujours un pays où les salaires sont plus bas, les conditions de travail plus dures, les libertés démocratiques plus restreintes. S'engager dans cette voie nationaliste, de défense de «notre industrie», revient à être aspiré dans une spirale déclinante cumulative des revenus, des conditions de travail et des libertés, au nom de la concurrence. C'est aller vers une «égalisation» par le bas.

La seconde orientation –la seule efficace sur le moyen terme– réside dans une collaboration des salariéEs et des mouvements sociaux de l'ensemble des pays européens –et aussi internationalement– dans le but de maintenir des acquis, d'égaliser vers le haut par étapes les salaires, la sécurité sociale, les conditions de travail des salariéEs des pays défavorisés vers ceux des pays les mieux lotis. C'est aussi une orientation qui doit déboucher sur des propositions sociales, économiques, écologiques, à l'échelle de l'Europe, cadre de leur faisabilité effective et cadre d'une nouvelle citoyenneté aux dimensions politique, sociale et économique.

### SOLIDARITÉ INTERNATIONALISTE

Certes, au sein des institutions européennes, des nuances opposent les protagonistes du centre-gauche aux partisans du centre-droit. Les disputes autour de la Charte sociale européenne en témoignent. Il n'est pas indifférent de soutenir une proposition contre une autre. Toutefois, l'analyse indique qu'au-delà des nuances, l'unanimité existe sur la politique d'austérité.

Nous ne nous opposons donc pas au traité de Maastricht au nom d'une priorité d'une

action politique dans le cadre de l'État national. Au contraire, nous sommes favorables à toutes les initiatives qui facilitent la prise de conscience de la nécessité d'une action commune et solidaire des salariéEs à l'échelle européenne dans les domaines politique, économique, social et écologique. Ceci n'est par ailleurs en rien contradictoire avec des batailles défensives au plan national. Dans cette perspective, une dimension morale et politique décisive réside dans la reconquête par le mouvement ouvrier, par les mouvements sociaux du principe de solidarité fort bien exprimé par la devise du syndicalisme américain: «An injury to one is an injury to all – Porter atteinte à l'un ou à l'autre d'entre nous, c'est porter atteinte à tous et à toutes». □

1. Pour Keynes (1883-1946), une économie de marché ne possède pas de mécanisme qui la conduise de façon automatique vers le plein emploi de ses ressources. Si la demande n'est pas suffisante, les entreprises ne produiront pas assez et n'emploieront pas tous les salariés d'où la nécessité pour le gouvernement de conduire des politiques de soutien à la demande, c'est-à-dire de soutien à la consommation et/ou à l'investissement. Keynes insiste particulièrement sur l'investissement. (NdR)

2. L'«économie de l'offre» est une école de pensée associée aux changements de la politique économique américaine sous la présidence de Ronald Reagan.[...] Selon les tenants de cette conception, la manière la plus efficace d'obtenir une croissance économique élevée est d'aider les entreprises à produire davantage de biens et services, de les inciter à entrer sur de nouveaux marchés. Il faut donc lever le plus possible les freins à l'initiative privée en privatisant, en diminuant l'impôt pesant sur les entreprises et les revenus élevés, en réduisant les réglementations protégeant les salariés. (NdR)

3. Il y a en principe deux façons de soutenir la demande: en augmentant les dépenses ou en baissant les recettes. Pour ceux que Mandel désigne ici comme des néo-keynésiens, il s'agit de baisser les impôts, notamment sur les entreprises et les revenus élevés. C'est ce qu'ont fait Reagan et, plus récemment Bush, aux USA. Sarkozy aussi. On parle de «néo-keynésianisme», car dans ce cas aussi, il y a augmentation des déficits publics. Ces déficits publics sont un argument pour renforcer l'austérité et comprimer les dépenses, notamment sociales. (NdR)

4. Ce chiffre correspond à la situation à l'époque de l'écriture de l'article. La zone euro comprend aujourd'hui 17 États et l'Union européenne vingt-sept. (NdR)



# LA RÉUNION Bilan des événements

PROPOS RECUEILLIS PAR IV (MILITANT NPAR)

## ENTRETIEN AVEC GRANYAB, UN ÉTUDIANT QUI A SUIVI LES ÉVÉNEMENTS DE PRÈS.

*Le 11 février, les transporteurs réunionnais ont entamé un mouvement pour obtenir une baisse du prix du carburant. Très vite soutenus par la population, ils élargissent leurs revendications au problème de la vie chère. Le préfet envoie les forces de l'ordre et la situation tourne rapidement à l'émeute, à l'initiative des jeunes précaires et chômeurs. Au final, les Réunionnais obtiennent quelques avancées.<sup>1</sup>*

### Comment vis-tu les événements ?

Je suis enthousiaste et pessimiste à la fois... Enthousiaste, parce que la réaction aux provocations du préfet a été massive, les gens se sont enfin exprimés, il y a eu des rassemblements et des mouvements de protestation dans toute l'île, c'est l'ensemble de la population réunionnaise, celle qui travaille, mais aussi celle qui cherche du travail, les jeunes, les femmes, qui s'est mobilisé, a pris la parole, débattu pendant plus de dix jours de la situation sociale, économique, politique et même culturelle (identitaire) de la Réunion, aussi bien sur les ondes des radios libres, que sur la place des mairies, sans chef, sans organisation derrière eux!... mais aussi dans la cacophonie!

### C'est pourquoi tu serais aussi « pessimiste » ?

Oui, parce qu'il y a eu deux mouvements, pratiquement sans lien direct entre eux : celui des adultes, des consommateurs, indignés par ce qui se passe, et celui des « casseurs », des jeunes, voire très jeunes, qui sont allés à l'affrontement, et grâce à qui on a enfin parlé de la Réunion en France métropolitaine... c'est triste d'être obligé d'en arriver là pour faire parler de nous!

1. Pour un déroulé des événements, voir Tout est à nous ! L'hebdo n° 138 du 1<sup>er</sup> mars.

### Comment expliques-tu que les jeunes des quartiers aient été sur le devant de la scène ?

Le 20 février, les transporteurs ont bloqué les entrées de la Société réunionnaise de produits pétroliers (SRPP) et le préfet a envoyé les flics... mais entre-temps, les gens sont venus spontanément leur apporter leur soutien. Le préfet [...] convoque une réunion le mardi et fait pression sur les transporteurs pour dégager l'accès aux entrepôts de la SRPP, en envoyant les flics sur place pour les verbaliser... c'était là une grosse erreur! Les gens du Port, mais aussi d'autres villes alentour, alertés par la radio, furieux, sont venus illico prêter main forte aux transporteurs et les ont physiquement empêchés de lever le camp... Le préfet a donc préféré faire replier les gendarmes, devant la tension qui montait! Mais il a quand même réussi [...] à obtenir un arrangement, ce qui a provoqué un tollé général dans la population!

La marmite (Le Chaudron!) bouillait et les émeutes ont commencé alors, de manière anarchique, d'abord dans un quartier, puis l'autre, sans coordination, et n'ont plus cessé trois jours durant, de mercredi à samedi inclus, allant en s'amplifiant, et c'est là que les jeunes, notamment les jeunes chômeurs, ont pris le devant de la scène!

### Comment se sont comportées les forces de police ?

On se serait cru en état de siège! Imagine, la nuit, les poubelles qui brûlent, les jeunes encagoulés d'un côté, de l'autre des hommes casqués, armés de boucliers et de matraques, équipés comme des ninjas, l'hélicoptère qui vrombit au-dessus de nos têtes pour éclairer le quartier et débusquer les jeunes qui jouent au chat et à la souris avec les forces de l'ordre! Le préfet a fait venir des canons à eau, 250 gardes mobiles ont été diligentés de France, deux escadrons basés à Mayotte sont arrivés en renfort, ils étaient au moins 600 mobilisés sur l'île, face à des groupes de jeunes ne dépassant guère 50 personnes par ville, en moyenne. Sauf au Chaudron,

quartier populaire de la banlieue de la capitale (Saint-Denis), quartier qui a une tradition de résistance (1972, 1991), où ils étaient environ 400 gardes mobiles à faire face à quelque 600 manifestants! Mais c'est vrai que les manifestants avaient la rage au cœur, ils ne reculaient pas devant les gaz lacrymogènes, s'armaient de galets, confectionnaient des cocktails Molotov, se montraient très offensifs... leur détermination a impressionné tout le monde, car les parents, les adultes se sentaient débordés! [...]

Il faut noter que jamais les jeunes « casseurs » ne s'en sont pris aux particuliers, ce sont les magasins qu'ils visaient, les bâtiments administratifs, la plupart du temps ils se contentaient de provoquer la réaction de la police en mettant le feu aux poubelles et aux épaves de voiture qu'ils trouvaient dans le quartier! Ce qui m'a frappé c'est qu'ils cherchaient vraiment l'affrontement, et que la peur avait changé de camp! [...]

### Quelle a été l'attitude des étudiantEs ?

Ils sont restés en dehors du mouvement, pour une grande majorité d'entre eux. [...] On leur fait croire qu'en travaillant dur, en se montrant dociles, ils auraient leur part du gâteau, qu'ils profiteraient de l'ascenseur social! Ils/Elles n'ont absolument pas conscience qu'ils sont condamnés à l'exil (en France, en Europe, au Canada, en Australie) ou aux emplois précaires, les petits boulots mal payés à temps partiel, voire le travail au noir, très répandu dans notre pays!

### Et quel a été le rôle des organisations syndicales, politiques pendant ces événements ?

Il y a eu le syndicat des transporteurs, deux en fait, qui ont fini par se diviser, et aussi l'intervention de J. Hughes Ratenon, qui est proche du parti communiste réunionnais (PCR) et milite depuis quelques années en défense des précaires et des chômeurs... Mais les orga qui avaient formé le Collectif

## LA SITUATION SOCIALE À LA RÉUNION (Chiffres du Tableau économique de la Réunion, TER, 2010)

### Population

2008 : 802 000 habitants recensés.

35% de la population a moins de 20 ans

Population active : 324 000 personnes en 2009

Taux d'activité des 15-64 ans : 61%, soit 10 points en dessous de celui de métropole

Femmes de 15 à 64 ans : 54%

Salaires : 17 400 euros par an (2007), inférieur de 1 900 euros à la moyenne annuelle française.

La rémunération moyenne d'un ouvrier qualifié réunionnais est inférieure de 10% à celle d'un ouvrier qualifié français (or la vie est 35% plus chère en moyenne).

Le salaire annuel moyen des cadres, des professions intermédiaires et des employés est plus élevé à la Réunion qu'en France métropolitaine.

Un cadre gagne près de 3 fois plus

qu'un ouvrier qualifié, alors que ce rapport n'est que de 2,5 en France. Quant à la rémunération des fonctionnaires, selon qu'ils travaillent dans l'Éducation nationale, l'Équipement, la Sécu, la Télé/Radio publics, l'IEDOM, la Santé etc. elle est majorée de 35% à 75%, en raison de la vie chère ; cela s'ajoute à l'abattement de 30% sur les impôts.

### Chômage

Le taux de chômage est le plus élevé des DOM. L'écart reste très important avec la métropole (qui affiche un taux d'emploi de 20 points supérieur).

Nombre de chômeurEs : 81 608 en 2008 (dont la moitié sont des femmes).

Plus les 32 000 non inscrits au Pôle emploi.

Au moins 126 000 personnes veulent travailler soit 35% de

l'ensemble de la population active et inactive souhaitant travailler (contre 11% en métropole).

Chômage des jeunes : 51% des actifs de 15 à 24 ans contre 24% en France métropolitaine.

38% des femmes de 15 à 64 ans travaillent contre 50% des hommes.

### Travail à temps partiel :

Un cinquième des actifs ayant un emploi soit 47 300 personnes :

7 sur 10 sont des femmes !

53% sont à temps partiel subi.

### Minima sociaux

Plus de 140 000 Réunionnais perçoivent au moins un des minima sociaux (allocataires sans double compte).

### Allocations

La caisse d'allocations familiales dénombre 218 000 allocataires et

couvre ainsi 76% de la population réunionnais, soit 592 000 bénéficiaires.

### Revenus fiscaux

La part des Réunionnais imposés à l'impôt sur le revenu est de 38%, très inférieure à celle de la Métropole

*C'est pourtant le département où l'on a le plus de personnes assujetties à l'impôt sur les grandes fortunes !*

*Le revenu médian reste de moitié inférieur à celui de l'ensemble des régions françaises*

*Le rapport de revenus entre le quart des ménages les plus modestes et le quart des ménages les plus aisés est de 4,5, contre 2 en France. □*

des organisations syndicales, politiques et associatives réunionnaises (Cospar) étaient aux abonnés absents ! D'ailleurs, s'ils avaient essayé de rentrer dans le mouvement, ils auraient entendu siffler leurs oreilles !

### **Pourtant c'est bien eux qui avaient lancé la revendication de la baisse des prix de première nécessité, de la revalorisation des bas salaires etc., en mars 2009 ?**

Parce qu'il y a un ras-le-bol et une perte de confiance dans les hommes politiques, accusés de ne jamais rendre de comptes à la population, alors que tout se sait à la Réunion, et qu'il serait possible de s'expliquer publiquement, démocratiquement, mais aussi coupables de clientélisme, dans un pays frappé par un chômage massif (plus du tiers de la population en âge de travailler) et pire encore coupable de corruption ! [...]

De plus, le Cospar n'a pas réussi comme aux Antilles à obtenir les 200 euros de revalorisation des bas salaires et bas revenus, face

2. En 2009, le Cospar revendiquait une augmentation des bas salaires de 200 euros (100 euros de l'État, 50 du Medef et 50 des collectivités territoriales).

au veto de la région tenue alors par Vergès (le dirigeant du PCR), qui a refusé d'apporter les 50 euros de complément aux 100 euros de l'État<sup>2</sup>, et a réussi à calmer le jeu à travers ses organisations satellites, celle de Ratenon, la CGTR etc., qui ont elles-mêmes eu raison de la CFDT (sans grande résistance) et de la FSU, etc.

Bref, la classe politique toute entière, et même les dirigeants syndicaux sont coupés de la réalité quotidienne que vivent les travailleurs et les chômeurs, et il y a un véritable problème : comment les gens vont-ils s'organiser à présent ? Ils sont nombreux ceux/celles qui ne veulent plus entendre parler de partis politiques, de syndicats !

### **Bilan, selon toi ?**

Il paraît qu'il y a eu des avancées : gel du prix de 40 produits de première nécessité (mais cela a été décidé en l'absence des représentants du patronat des grandes surfaces !), baisse du prix de la bouteille de gaz de 21 à 15 euros (mais ces sont les collectivités locales qui vont mettre la main à la poche), baisse de 8 centimes du carburant (mais seuls 2 centimes sont le fruit de la baisse acceptée par la SRPP), construction d'un site de stockage pour faire concurrence à la SRPP (mais on voit bien qu'ici

la concurrence est biaisée par la petitesse du marché, ententes entre concessionnaires d'automobiles, entre compagnies d'aviation... on n'est pas en Europe !). Notre situation de dépendance fait que je ne vois pas de solution. Il est patent que l'État protège les intérêts des pétroliers, des actionnaires des grandes surfaces – c'est là qu'il a stationné les flics, laissant piller sans bouger les boutiques d'informatique, les PMU, voire les pharmacies ou les bars ! [...]

Donc bilan contrasté, mais ce qui me donne du courage, c'est que pour la première fois les gens n'ont plus peur de parler, de dénoncer ce qu'ils ressentent comme des injustices, ils n'ont plus honte d'être créoles ! [...]

*Fait au Tampon,  
le Lundi 27 février à 20 h 30*



## LES FILLES DE LEJABY

# Victoire!

PAR LISBETH SAL

*Les ouvrières de Lejaby se sont invitées dans la campagne électorale. Mais si le «sauvetage» par un proche de Sarkozy a défrayé la chronique, la lutte des Lejaby date de plusieurs années. Leur victoire démontre que les licenciements ne sont pas une fatalité.*

**D**epuis 1996, elles ne cessent de lutter, les ouvrières de Lejaby. À ce moment-là, elles sont rachetées par le groupe américain Warnaco et redoutent des licenciements ainsi que la remise en cause de leurs acquis. Finalement, ce n'est qu'en 2003 que le groupe annonce 225 licenciements et la fermeture des ateliers de fabrication de Rillieux-la-Pape (Rhône), Firminy (Loire), Beynost (Ain) et Vienne (Isère) pour «développer dans les ventes», «investir dans un service marketing»<sup>1</sup>.

Puis, en 2008, c'est le groupe autrichien Palmers qui rachète l'entreprise. Il ne se passe rien au départ, bien que le groupe annonce tout de suite qu'il ne veut garder que 10% de production française, «pour être viable»<sup>2</sup>, ce qui correspond à un seul atelier. C'est en mars 2010 que sont de nouveau annoncés près de 200 licenciements. Dès avril 2010, les ouvrières défilent «en enfilant des soutiens-gorge et culottes par-dessus leurs vêtements»<sup>3</sup>, et en septembre 2010, elles occupent le siège de Rillieux-la-Pape, mettant en avant une banderole où il est écrit, entre deux mannequins, «Lejaby ne fait pas dans la dentelle»<sup>4</sup>. La question se pose alors de l'enjeu de la lutte : s'agit-il de se battre pour le maintien de l'emploi ou pour la prime de départ? Ne parvenant pas à gagner sur l'emploi malgré l'occupation et un soutien populaire important, elles essaient de faire en sorte qu'ils «donnent le maximum». Finalement, les ateliers ferment en décembre.

## LA LUTTE DES OUVRIÈRES D'YSSINGEAUX (HAUTE-LOIRE)

En mai 2011, alors que trois sites viennent de fermer, les ouvrières d'Yssingaux se

battent pour des revalorisations de salaire. Quelques mois plus tard, le dépôt de bilan est prononcé, le 27 octobre 2011, et la mise en liquidation, le 22 décembre. Le 18 janvier, c'est la douche froide : «on était sur les nerfs complet», «c'est là que ça a pété». Elles apprennent alors que le fabricant de lingerie féminine Lejaby a été attribué mercredi par le tribunal de commerce de Lyon, et pour l'euro symbolique, à l'ancien PDG de la marque de sous-vêtements italiens La Perla.

Malgré tout, elles ne laissent pas tomber. Elles ont alors recours à toutes les formes d'action et menacent même de commencer une grève de la faim. Du rassemblement symbolique Cour des Voraces, sur les pentes de la Croix-Rousse, haut lieu de la révolte des Canuts, aux manifestations, en passant par la journée portes ouvertes, les ouvrières d'Yssingaux ont été très actives ces dernières semaines, à tel point que même quand elles rentrent chez elles, elles n'y sont pas vraiment. Sollicitées de tous côtés, elles se répartissent les émissions et les interviews, en prenant soin que ce ne soit pas toujours les mêmes, c'est peut-être ce qui les a le plus stressées. «Toutes les énergies humaines», «toutes les intelligences» se déploient dans la mobilisation : «il y avait de l'émulation, de la volonté collective», «tout le monde voulait gagner», «tout le monde voulait participer». Ça a été une «lutte heureuse», «on pensait pas qu'à Yssingaux, on serait soutenues comme ça», «le plus grand bijoutier d'Yssingaux a offert une rose à toutes les filles», c'est un truc impressionnant, ce qu'il s'est passé, l'école de pâtisserie de la ville a elle aussi participé : «le jour de la porte ouverte, il y avait des plateaux de gâteaux». «On a eu des messages de la France entière.»

## LES FILLES DE LEJABY VS SARKOZY

Finalement, après deux courriers écrits à Nicolas Sarkozy, Bernadette, Huguette et Sylvanna se rendent à l'Élysée. Elles découvrent alors un autre monde. Même si la rencontre a été très rapide, Huguette a été marquée par «l'entrée de Sarkozy dans la pièce», «j'ai eu l'impression que c'était le roi Louis XIV qui arrivait», «il fallait res-

ter debout», «on nous a dit de nous lever» parce qu'il ne «fallait pas s'asseoir avant qu'il arrive». Sarkozy est alors annoncé, «il y a -comment on peut l'appeler, ce monsieur- un «majordome» qui s'est mis sur le côté au garde à vous et qui a annoncé «Monsieur le président de la République».» «C'est le truc qui m'a le plus marquée». La conversation? Elle était «détendue», «Bernadette, elle a fait son show», elle l'a «interpellé plusieurs fois». Bernadette réagit : «Ah oui, parce qu'un moment, il voulait me couper, je lui ai dit : "je vous ai écouté, vous allez m'écouter." Finalement, pas dupes, les «Lejaby» soulignent lors de leur conférence de presse, devant l'Élysée : «Nous rappelons que depuis dix-huit mois, 450 emplois ont été supprimés dans le groupe Lejaby et qu'avec la reprise d'Yssingaux, il reste encore 350 postes à sauver<sup>6</sup>. Une solution est trouvée pour nous, il faut en trouver une pour tous. [...] Si nous nous réjouissons du résultat de notre lutte, nous n'oublions pas que l'an dernier, 900 entreprises ont fermé ou licencié et que depuis cinq ans, il y a 700 000 chômeurs supplémentaires, soit plus de 33% (chiffres du ministère du Travail). Nous ne voulons pas être utilisées pour faire ce bilan.»<sup>7</sup> Effectivement, elles ne veulent pas être récupérées et surtout pas par Sarkozy dont elles mesurent chaque jour les conséquences de la politique. Chantal, par exemple, explique à *Libération* qu'elle fait la plonge, tous les week-end, dans un restaurant d'Yssingaux pour permettre à son fils de manger : «Pour moi, l'époque Sarkozy restera celle des horodateurs et du pouvoir d'achat en baisse.»<sup>8</sup> Elles ne veulent donc même pas remercier le gouvernement : «Les ministres, ils ont pas besoin de merci, ils ont fait leur boulot : nous, ils ne nous disent pas merci quand on fait une journée.»<sup>9</sup>

## QU'EST-CE QUI A PERMIS D'OBTENIR CETTE VICTOIRE?

L'unité, clament les ouvrières quand on leur demande comment elles ont gagné. En effet, leur unité et leur combativité les ont

portées sur le devant de la scène et c'est la première chose à souligner. Mais pas seulement. Comme le souligne l'Éveil, un journal local, le 1<sup>er</sup> février 2012, leur popularité s'explique d'abord «*par une simple histoire de calendrier*»: «*Le 18 janvier dernier, les filles de Lejaby sont au Puy devant la permanence parlementaire de Laurent Wauquiez quand elles apprennent le nom du repreneur et son intention de fermer le site d'Yssingeaux. C'est le même jour que se tient un sommet social à l'Élysée et le paradoxe, forcément, intéresse les médias. Les télévisions, les radios et les appareils photos enregistrent les visages décousus de ces "Lejaby".*»<sup>10</sup> De plus, il s'agit d'une boîte de femmes, et tout le monde se plaît à croire que c'est très rare, des femmes qui luttent<sup>11</sup>. Bien qu'en réalité ce soit complètement faux - ce qu'admet tout à fait Raymond Vacheron - il est clair qu'en termes de communication, ça fonctionne d'insister là-dessus<sup>12</sup>. Par ailleurs, elles fabriquent de la lingerie et le fait que les journaux ne se lassent pas d'élaborer des titres aguicheurs<sup>13</sup> révèle l'intérêt particulier que suscite le produit. Enfin, les ouvrières bénéficient d'un contexte politique dans lequel François Hollande (soit directement, soit

par l'intermédiaire d'Arnaud Montebourg) puis Nicolas Sarkozy cherchent à se poser en «sauveurs» mettant en avant, chacun à leur tour, plusieurs repreneurs potentiels.

Mais, surtout, ce que cette victoire souligne, c'est que c'est possible de gagner, y compris dans un contexte de crise car des repreneurs, il y en a. Les ouvrières n'ont pas envisagé la reprise de l'entreprise ou même la création d'une Scop, considérant que ce choix les conduirait sans aucun doute à une fermeture dans quelques années. Elles ont opté pour le repreneur et pour l'emploi. La question de la prime n'a pas été mise en avant et elles étaient bien décidées à se battre jusqu'à la fin de la présidentielle s'il le fallait. Leur détermination et leur unité les a conduites à la victoire. Maintenant, elles font bénéficier d'autres salariés en lutte de leur popularité. Conscientes d'être devenues «*le symbole du refus des délocalisations et de la désindustrialisation*»<sup>14</sup>, elles vont soutenir les salariés de Delbard (entreprise horticole de 124 salariés au nord de l'Auvergne) contre les licenciements: «*Delbard-Lejaby même combat pour obtenir le même résultat: un emploi pour tous.*»<sup>15</sup> □

1. Entretien de Bernadette, Huguette, Sylvanna et Raymond, réalisé le 14 février 2012 à Yssingeaux.
2. Entretien de Bernadette, Huguette, Sylvanna et Raymond, réalisé le 14 février 2012 à Yssingeaux.
3. Leparisien.fr, 12 avril 2010
4. Gallot (F.), De l'attachement des ouvrières au produit de leur travail, Contretemps n°10, 2011
5. Les pieds sur terre, France culture, Lejaby 2, diffusé le 11 octobre 2010, «Des hauts et des bas»
6. Sur les 142 ouvrières qui ont perdu leur emploi en 2010, seules près de 10% ont pu se reclasser, Le Progrès, «Les ex-Lejaby réclament des solutions industrielles pour les autres sites», le 10 février 2010
7. Déclaration de la délégation de salariées de Lejaby Yssingeaux reçues à l'Élysée, vendredi 3 février 2012
8. Libération, Pascale Nivelles, «Le cœur près du bonnet», le 28 janvier 2012
9. Intervention de Bernadette durant l'AG du 14 février 2012, Yssingeaux.
10. L'Éveil, Julien Bonnefoy, mercredi 1<sup>er</sup> février 2012
11. «Une usine occupée par des femmes, c'est très rare», explique Raymond Vacheron.
12. Depuis les années 1968 au moins, les grèves de femmes avec occupation sont nombreuses, et chaque fois, cela surprend et les médias comme les responsables syndicaux insistent sur la rareté du phénomène ce qui pèse sans aucun doute sur la popularité du mouvement.
13. «Le cœur près du bonnet» (Libération, 28 janvier 2012), «Lejaby au 36° dessous» (Le Monde, 20 janvier 2012) «Derniers soutiens-gorges pour la forme» (Le Progrès, Lyon, 5 février 2012).
14. Intervention de Bernadette Pessemesse, déléguée syndicale CGT Lejaby Yssingeaux, à Montluçon le 17 février 2012.
15. Intervention de Bernadette Pessemesse, déléguée syndicale CGT Lejaby Yssingeaux, à Montluçon le 17 février 2012.

© UD43





# SARKOZY, DÉGAGE!

PAR JEAN-FRANÇOIS CABRAL



© Photothèque Rouge/MILO

**I**l devait être le « candidat de la rupture », sonnait le glas d'une époque où il y avait encore des « acquis » à défendre, et même des grèves. Un candidat aux allures de cow-boy qui allait nous passer à la moulinette, un peu à la façon d'un Reagan aux USA ou d'une Thatcher en Grande-Bretagne : tout détruire, jusqu'aux fondements du compromis social inauguré par le Conseil national de la Résistance, pour mieux imposer - cette fois sans limite - le logiciel libéral. Il en a rêvé sans doute.

## SARKOZY INVINCIBLE ?

Le résultat reste pourtant des plus mitigé. À l'image de ses premiers mois de la présidence, et d'une épreuve de force engagée dès le début de l'hiver 2007 contre les régimes spéciaux des cheminots : un passage en force brutal, cynique, inaugurant la multitude des attaques et des lois dans tous les domaines. On peut en faire aujourd'hui le bilan - c'est le sujet de ce dossier. Mais sans jamais anéantir les résistances, réussissant même à susciter bien des combats qu'on n'espérait plus. Ce fut une défaite incontestable pour les cheminots, et au-delà pour notre camp social, mais ce ne fut pas non plus une réelle victoire pour le camp d'en face, de celles qui inaugurent une nouvelle période. Et la suite a été un peu de la même eau. Pas de syndicats écrasés, mais des dirigeants syndicaux un peu plus compromis dans le simulacre du « dialogue social ». Pas de mineurs humiliés comme en Grande-Bretagne

ou de contrôleurs du ciel licenciés par milliers comme aux États-Unis. Mais des résistances partout, jusqu'aux Antilles et à Mayotte. Sarkozy avait les Ray Ban, pas tout à fait la carrure pour jouer les Terminator.

## LE BONIMENTEUR DE LA RÉPUBLIQUE

Il bat aujourd'hui un record sans précédent : celui du président qui a franchi allègrement et sans discontinuer le seuil des 60% de mécontents depuis 33 mois. Un président minoritaire dans son propre camp, semant la panique parmi ses propres parlementaires, après avoir perdu une partie de ses électeurs sans doute parmi les plus enthousiastes en 2007. À sa façon, Sarkozy a inauguré l'ère de la « cavalerie » en politique : des promesses distribuées à la volée, de telle sorte qu'on oublie celles de la veille. Il aura été le président de l'imposture, celui qui n'a pas grand-chose dans la besace, sinon le maigre crédit de ses propres illusions. Sarkozy prétend aujourd'hui qu'il a « changé ». C'est nous renvoyer la même ritournelle, celle de l'affabulateur qui livre en même temps une part de vérité, en changeant régulièrement de discours, chaque jour un peu plus vite car chaque jour un peu plus démonétisés. Après le Fouquet's, l'homme du peuple. Et toujours, paraît-il, le même volontarisme. Mais les ouvriers de Gandrange ne s'y sont pas trompés, les autres non plus. Cela fait beaucoup de déçus, de mécontents, et d'ennemis irréductibles.

## EN FINIR AVEC TOUTES LES POLITIQUES D'AUSTÉRITÉ

Restent les valeurs refuges... Dans la semaine qui a précédé l'annonce de sa candidature, il a clairement balisé une campagne de droite extrême, tout contre Marine Le Pen : contre l'euthanasie, contre le vote des immigrés, contre le mariage gay, mais pour le travail du dimanche et la mise à plat du système d'indemnisation du chômage.

Il voudrait encore mordre, il faut le déga-ger ! Il n'y a pas à hésiter. Mais le piège est évident : cette élection n'est pas non plus un référendum, comme a tenté de nous en convaincre François Hollande dans les jours qui ont suivi.

Hollande nous promet en même temps l'inévitable rigueur en période de tempête, tout en nous invitant à jeter le capitaine par-dessus bord. Mais pour le remplacer par qui, et par quoi ? Un marin d'eau douce qui dénonce un jour les marchés et s'aplatit dès le lendemain aux moindres fronces de sourcils ?

Pour faire du neuf à gauche, il faut une candidature clairement anticapitaliste, qui ne se fourvoiera pas dans les compromissions des majorités électorales, même au nom du moindre mal.

C'est cela l'enjeu de la campagne que nous avons à mener : on dégage Sarkozy, mais sans faire confiance à Hollande. Et on prépare la nécessaire contre-offensive dès maintenant, dans les luttes. □



# 100% ANTISOCIAL

PAR JEAN-CLAUDE LAUMONIER, ROBERT PELLETIER

*Peu de présidents de la République et de gouvernements ont mené autant de contre-réformes sociales sur une mandature.*

## RETRAITES

Les réformes successives des retraites menées depuis 1993 représentent une des attaques majeures contre les conditions de vie des salariés. Après les réformes Balladur portant à 40 annuités le nombre d'années de cotisation nécessaire dans le privé, puis celle de Fillon de 2003 alignant les fonctionnaires sur cette durée de 40 ans, la réforme de Sarkozy-Fillon-Woerth constitue un recul encore plus grave. Le recul de l'âge auquel le salarié peut partir à la retraite à taux plein passe de 65 à 67 ans, pendant que l'âge légal de départ est porté de 60 à 62 ans. Le durcissement des conditions de départ anticipé pour travail pénible et l'accélération de l'augmentation de la durée de cotisation à 41,5 années dès la génération née en 1955 aggravent encore les dispositions initiales. Si tous les salariés sont frappés, les femmes le sont encore plus gravement avec des niveaux de pensions inférieurs de plus de 40% à celui des hommes. Une programmation systématique du recul social est ainsi gravée dans la loi, pour réduire le niveau des pensions et offrir ainsi un «marché» juteux aux assurances privées.

## DROIT DU TRAVAIL

Pour Sarkozy il n'y a rien de plus important que de rendre service à Laurence Parisot laquelle pense que «la liberté de penser s'arrête là où commence le code du travail!» Meticuleusement, le gouvernement s'est acharné à remettre en cause un siècle de droit social inscrit dans le code du travail. Depuis la loi relative à la «modernisation sociale» (2008), de multiples lois et décrets ont entamé les règles relatives à la durée du travail: convention de forfait, multiplication des possibilités d'accords dérogatoires, travail du dimanche. La dernière forfaiture doit permettre qu'un accord d'entreprise signé par un ou plusieurs syndicats représentant plus de 30% des salariés, sans opposition d'un ou plusieurs syndicats en représentant plus de 50%, puisse modifier la durée du travail, la rémunération de tous les salariés. Ces dispositions s'imposeraient à tous les salariés sans possibilité de recours. Il s'agit d'une étape décisive dans la mise en cause de

la hiérarchie des normes<sup>1</sup> et dans le dessaisissement du pouvoir législatif au profit de l'accord d'entreprise, voire du contrat individuel. Le dispositif est complété par la mise en place de la rupture conventionnelle qui affranchit l'employeur de toute justification d'un licenciement, de mise en place d'un Plan de sauvegarde de l'emploi et permet de se débarrasser à moindres frais des «seniors», pour lesquels ce dispositif concerne près de 20% des départs contre 13% pour l'ensemble des salariés.

La libéralisation des heures supplémentaires allie une plus grande liberté dans la gestion patronale du temps de travail à l'allègement des cotisations sociales. Augmentation des contingents annuels d'heures supplémentaires et réduction des repos compensateurs vont ainsi de pair avec l'exonération de cotisations sociales qui a supprimé 4,2 milliards d'euros dans les caisses du système de Sécurité sociale et près de 500000 emplois.

## DROIT DE GRÈVE

Pour faire entrer dans la réalité sa fameuse déclaration: «*désormais, quand il y a une grève, personne ne s'en aperçoit*», Sarkozy préfère prendre les devants et s'attaquer au droit de grève. Dès 2007, le service minimum dans les services publics impose à la fois des délais de prévenance et de déclaration des grévistes et l'organisation de services censés maintenir le service rendu aux usagers. Cela étant insuffisant, le gouvernement est passé à la réquisition des grévistes dans les raffineries lors de la mobilisation s'opposant à la contre-réforme des retraites de 2010, avant d'élargir les préavis de grève et les obligations de service minimum dans le transport aérien en ce début d'année 2012.

## MÉDECINE DU TRAVAIL

À la frontière du droit du travail et de la santé publique, la médecine du travail n'a pas été épargnée par les attaques sarkozystes. Enfonçant régulièrement le clou de la dénonciation des salariés qui abusent des arrêts maladie ou de la fraude à la Sécu, le gouvernement essaie de masquer toujours plus la pénibilité du travail, les risques professionnels.

La progression fulgurante des maladies professionnelles ne doit occulter ni la pénibilité du travail qui existe encore malgré les progrès techniques ni ses nouvelles formes liées à la pression exercée sur toutes et tous par les exigences de la productivité et de la rentabilité. Non seulement les accidentés du travail sont culpabilisés, mais ils sont aussi pénalisés financièrement par l'imposition des indemnités journalières et leur plafonnement. Dans le même temps, la médecine du travail, déjà remise en cause par l'absence de reconnaissance, de formation spécifique et de moyens, est attaquée de front: allongement de l'intervalle entre les visites médicales professionnelles obligatoires à deux ans (au lieu d'un) et gouvernance des services de santé et sécurité au travail assurée par un conseil d'administration «paritaire» sous présidence patronale.

## FEMMES

Les proclamations maintes fois répétées sur la nécessité de faire avancer l'égalité hommes/femmes sont contredites par une série de mesures allant à contresens de ces affirmations et par l'échec des quelques mesurées proposées dans les entreprises. La course à la rentabilité de l'hôpital entraîne la fermeture des centres d'IVG, rendant toujours plus difficile l'accès à l'avortement dans plusieurs régions. Partout où les droits et moyens sociaux sont révisés à la baisse, les femmes en sont les premières victimes: petite enfance lorsque l'ouverture de places en crèche reste lettre morte; emploi avec le développement des temps partiels; salaires avec un différentiel stagnant autour de 25% en moyenne malgré les nombreuses lois votées année après année; retraites avec un écart de 40%; violences faites aux femmes alors que la loi de juillet 2010 attend toujours les moyens de son application.

## SANTÉ: LA PRIVATISATION EN LIGNE DE MIRE

TVA antisociale, franchises médicales, augmentation et taxation des mutuelles, «loi Bachelot», déremboursement des médicaments, remise en cause de la prise en charge à 100% des maladies longues et coûteuses, loi sécuritaire sur la psychiatrie...: les cinq

1. Aujourd'hui, en fonction de ce principe juridique, un accord de branche ou d'entreprise ne peut comporter des dispositions qui soient moins favorables aux salariés que la loi.





© Photothèque Rouge/MILO

années qui viennent de s'écouler ont été des années d'attaques incessantes contre l'hôpital public, et l'assurance maladie. Retraites et maladie: l'offensive a été convergente contre ces deux branches de la Sécurité sociale. Les effets de cette politique sont de plus en plus visibles sur le terrain: se soigner coûte de plus en plus cher, et un quart de la population renonce à des soins pour des raisons financières. Les services d'urgences des hôpitaux sont débordés. Trouver un lit pour un malade devient le casse-tête permanent des personnels, alors que l'on continue de fermer des services et des hôpitaux de proximité. Faute de généralistes et de services hospitaliers, on parle désormais de véritables «déserts médicaux». Enfin la remise en cause xénophobe de l'aide médicale d'État attaque le droit de tous à accéder aux soins.

On passe ainsi d'un «droit à la santé» (reconnu à tous) à la possibilité de se soigner ou pas, en fonction de ses revenus et de son lieu d'habitation, de sa nationalité.

#### **BAISSER LE COÛT DU TRAVAIL, CASSER LA SOLIDARITÉ**

Reportée pendant cinq ans, décidée à la veille des élections, la TVA antisociale est

sans doute la mesure la plus révélatrice du «big bang» de la Sécurité sociale préparé par Sarkozy. Aujourd'hui la TVA va remplacer les cotisations patronales pour financer les allocations familiales; demain ce sera le tour de la santé et des retraites.

L'enjeu? Les 500 milliards de cotisations sociales, dont les patrons veulent s'affranchir, pour baisser le «coût du travail»... et accroître d'autant la part des profits! La Sécurité sociale ne serait plus l'affaire des employeurs, mais celle des salariés qui en financeraient l'essentiel par des impôts indirects (taxes). Cette «sécurité sociale» ne serait plus qu'une couverture minimum. Il faudrait alors, en fonction de ses moyens, la compléter par des assurances. Celles-ci ne seraient plus des couvertures «complémentaires». Elles auraient le rôle principal dans le remboursement des soins. Face à la baisse des pensions, et au remboursement insuffisant des soins, AXA, Groupama ou autres Médéric multiplient déjà les offres sur un marché en pleine expansion. L'hyper président n'a toutefois pas réussi à mettre en place l'une des pièces maîtresses de ce dispositif: la «dépendance». C'était pourtant l'un de ses «grands chantiers»: sous couvert de «cinquième risque», imposer à partir

de 50 ans l'adhésion obligatoire à une assurance privée. Partie remise s'il est réélu!

Après cinq ans de présidence Sarkozy, tout est en place pour la privatisation de la Sécurité et de l'hôpital. Mais nous avons encore beaucoup plus à défendre que nous n'avons perdu: l'attachement justifié qui subsiste à la «sécu» et à l'hôpital dans les classes populaires en témoigne. La feuille de route de Sarkozy est déjà tracée, mais Hollande ne propose que quelques aménagements marginaux aux contre-réformes libérales. Afin de préparer dès aujourd'hui les mobilisations indispensables, le NPA est partie prenante du collectif «Notre santé en danger» qui, avec 120 associations, comités, syndicats, partis interpelle l'ensemble des candidats avant les élections et prépare les luttes indispensables pour le droit à la santé. □



ÉCOLOGIE

# DE BELLES PROMESSES NON TENUES

PAR CATHERINE FAIVRE D'ARCIER,  
DAMIEN JOLITON



*Du lancement en fanfare du Grenelle de l'environnement à la défense de la centrale de Fessenheim, en matière écologique aussi, le quinquennat de Sarkozy a été celui de l'imposture.*

**E**n octobre 2007, Nicolas Sarkozy déclarait : «*Je veux que le Grenelle de l'environnement soit l'acte fondateur d'un New Deal écologique en France, en Europe et dans le monde*»...

Cette initiative censée donner corps au développement durable dans les domaines des transports, du bâtiment et des énergies renouvelables était présentée comme une des mesures phares de son quinquennat. Mais la démarche participative de façade, qui réunissait l'État, les collectivités locales, les entreprises, les syndicats et les associations, servait en fait à promouvoir une politique au service des capitalistes français qui commençaient à ressentir le ralentissement économique et étaient à la recherche des nouveaux débouchés offerts par la «*croissance verte*»... Elle occultait également quelques sujets judicieusement «*oubliés*» comme l'industrie nucléaire qui continue depuis de recevoir le soutien indéfectible du chef de l'État...

En matière énergétique, le gouvernement avait pris l'engagement d'augmenter la part des énergies renouvelables (de 12% en 2009 à 23% en 2020). Il fixe alors un prix d'achat garanti élevé aux opérateurs, suscitant un boom des équipements, notamment dans le photovoltaïque : entre 2009 et 2011, la puissance installée a été multipliée par douze.

Mais, pour faire face au «*péril financier*», chiffré à 90 milliards d'euros à l'horizon 2020 par l'inspection des finances, le prix d'achat sera baissé plusieurs fois, fragilisant ces filières naissantes.

Dans le domaine des transports, les émissions moyennes de CO<sub>2</sub> des véhicules neufs ont chuté de 14,6% depuis la création du bonus-malus écologique. Mais ce système a accumulé un déficit de 1,4 milliard d'euros en quatre ans. L'Allemagne et le Royaume-Uni ont réduit les émissions moyennes de CO<sub>2</sub> dans les mêmes proportions... sans ce bonus-malus, qui n'est en fait qu'un soutien déguisé à la filière automobile en pleine crise de surproduction. Quant à l'objectif de porter la part non routière du fret à 25% en 2022 (contre 14% en 2003), il paraît de plus en plus s'éloigner : il circulait en 2010 deux fois moins de trains de fret qu'en 2000.

Dans le bâtiment -un enjeu énorme avec 43% de la consommation d'énergie- le Grenelle de l'environnement a multiplié les normes et labels pour les constructions neuves, et lancé un programme de rénovation thermique dans l'ancien. Selon un rapport récent de l'Assemblée nationale, si des «*progrès significatifs*» ont été réalisés dans le neuf, le programme de rénovation a pris

du retard : 250 000 logements par an, pour un objectif fixé à 400 000.

## CAPITALISME VERT

En septembre 2009, Sarkozy décidait d'instaurer une taxe carbone. Un «*choix historique*» qu'il comparait... à la décolonisation, l'abolition de la peine de mort et la légalisation de l'avortement ! Il souhaitait alors soumettre les entreprises, les administrations et les ménages à un impôt proportionnel à leur consommation d'énergie émettrice de CO<sub>2</sub>. Cette taxe est fixée à un niveau bas, 17 euros la tonne de CO<sub>2</sub>. La commission parlementaire préconisait 32 euros. Il exonère les entreprises couvertes par le système européen des quotas et allège cette taxe pour certains secteurs : l'agriculture, la pêche et le transport. Et en ne taxant que le CO<sub>2</sub> et pas la totalité des consommations énergétiques, il épargne par ailleurs l'ensemble de la filière nucléaire. Retoquée par le Conseil constitutionnel, qui estime qu'elle crée une «*rupture caractérisée de l'égalité devant l'impôt*», la taxe carbone sera abandonnée.

D'un coût non négligeable pour les finances publiques, les effets du Grenelle de l'environnement sont donc pour le moins mitigés. La crise économique et financière arrive et, du coup, l'enthousiasme écologique de Sarkozy retombe ! En 2010, au Salon de l'agriculture, il déclare : «*les questions d'environnement, ça commence à bien faire*». Le soutien aux projets écologiques devient alors un élément de la «*politique de relance*». Ainsi, le grand emprunt est appelé à la rescousse pour construire de nouveaux réseaux de chaleur. La gestion en sera confiée aux amis capitalistes de l'hôte de l'Élysée : Veolia, GDF-Suez...

Le 28 janvier dernier, à Montreuil, de passage au 36<sup>e</sup> Congrès de France Nature Environnement, Nathalie Kosciusko-Morizet déclarait : «*Avec le Grenelle de l'environnement, N. Sarkozy est probablement le Président de la v<sup>e</sup> République qui a le bilan le plus solide en matière d'environnement*» ! Sa nomination comme porte-parole de campagne ne suffira pas à verdifier le bilan ni à masquer la politique étrangère du gouvernement Sarkozy qui a permis, tout au long de son quinquennat, aux multinationales françaises d'exploiter les ressources naturelles de nombreux pays. □



POLITIQUE INTERNATIONALE

# LE ZÈLE PRO-IMPÉRIALISTE

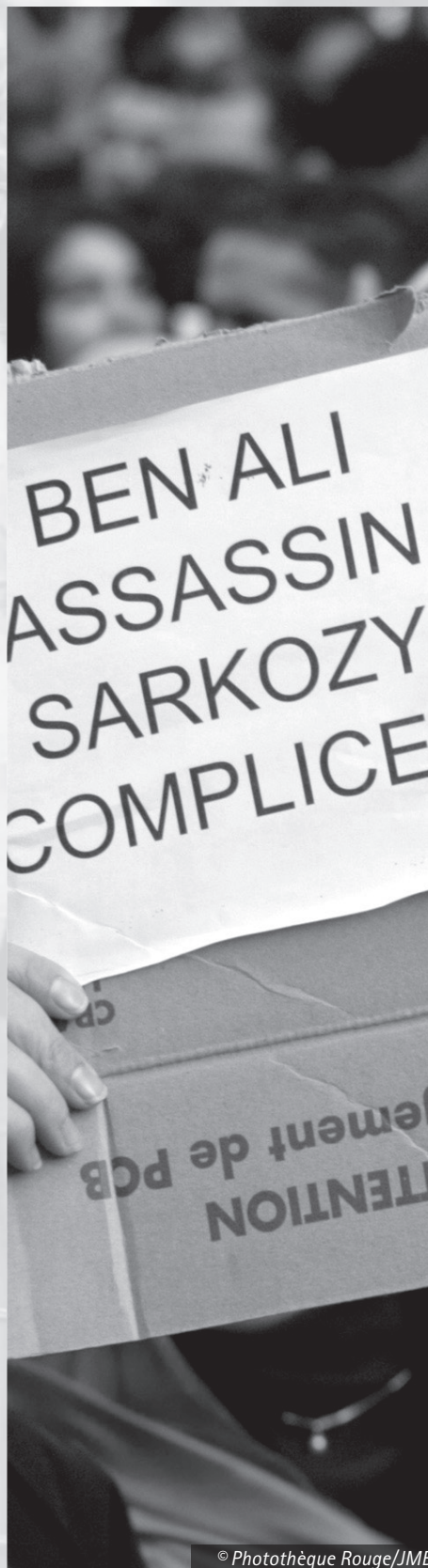
PAR YVAN LEMAITRE

*En politique étrangère, les années 2007-2012 ont été marquées par une accélération sans précédent de l'alignement de la France sur l'impérialisme nord-américain, ainsi que par la volonté de préserver la Françafrique.*

**À** la veille de l'élection de 2007, Sarkozy, le candidat de la rupture, prétendait apporter sa marque à la politique étrangère de la France. Ce furent cinq années d'alignement de plus en plus grand sur la politique des États-Unis, cinq années d'agitation présidentielle pour tenter de créer l'illusion d'un président plein d'initiatives, indépendant, alors qu'il s'alignait sur la politique américaine au nom de l'intégration « au sein de la famille occidentale ». « Pendant les décennies de contrainte bipolaire, disait Sarkozy en 2008, comme pendant la décennie de situation unipolaire, il était juste et souhaitable que notre pays marque sa différence par rapport à Washington. Mais nous sommes entrés, depuis quelques années, dans une période radicalement différente, qui va durer plusieurs décennies et que je qualifierai d' "ère des puissances relatives". » Tellement relative que la France impérialiste n'a pas d'autre choix que de s'aligner sur les « formidables atouts » des USA pour se faire l'agent de leur politique tout en cherchant à donner le change à une politique indépendante.

## LE « SAUVEUR » DE L'EUROPE À... SON CHEVET

Élu deux ans après les « non » français et irlandais à la Constitution européenne, Sarkozy voulait sa revanche et imposer ce qui n'avait pu être obtenu par le vote. Le 4 février 2008, il fit adopter par les députés et sénateurs réunis en congrès à Versailles le « traité simplifié », remake du traité constitutionnel rejeté en 2005. En 2009, les Irlandais qui avaient une première fois rejeté le traité, l'ont adopté sous la pression. Sarkozy, alors à la présidence de l'Europe, posait au sauveur de l'Europe qui devait protéger les peuples de la crise.



© Photothèque Rouge/JMB

Également sous la présidence française, les membres de la zone euro ont adopté, en octobre 2009, le premier « plan d'action » visant au sauvetage des banques et du système financier ébranlés par la propagation de la crise des *subprimes*. Ce nouveau « succès » de Sarkozy présenté comme un pas en avant vers une plus grande cohésion politique de l'Europe était, en fait, le coup d'envoi du développement de la crise de la dette, menaçant l'Europe d'éclatement.

## LA « FAMILLE OCCIDENTALE »

La vanité des prétentions de Sarkozy - « je veux une France libre et une Europe libre » - s'est pleinement montrée, au printemps 2009, tant à l'occasion du sommet du G20 à Londres qu'à celui, dans la foulée, de l'Otan, à Strasbourg, à l'occasion de son 60<sup>e</sup> anniversaire. « J'ai voulu situer, franchement et nettement, la France au sein de sa famille occidentale, restaurer une relation confiante avec le peuple et les dirigeants américains et rénover notre relation avec l'Alliance Atlantique » déclarait Sarkozy. L'UE prenait sa place dans la politique de redéploiement diplomatique et militaire des USA, pour défendre leurs propres intérêts et construire « le nouvel ordre mondial ». L'annonce par Sarkozy du retour de la France dans le commandement intégré de l'Alliance Atlantique, quitté par de Gaulle en 1966, en fut le symbole. Ce geste politique inscrivait la France dans le dispositif voulu par les USA visant à faire de l'Otan une organisation politico-militaire intervenant dans le cadre des nouveaux rapports de forces nés de la mondialisation libérale et impérialiste au service la défense des intérêts de « la famille occidentale ». C'est-à-dire, d'abord, les leurs...

## LE FIASCO AFGHAN

En pleine campagne électorale, le candidat Sarkozy avait estimé que la présence militaire française en Afghanistan n'était pas « décisive ». L'élection passée, elle le devint à nouveau : la France ne « céderait pas » face aux terroristes, son statut de « grande puissance » se jouait sur le théâtre afghan !





Dès 2008, Sarkozy, après un simulacre de débat parlementaire, répondait à la demande d'Obama d'envoyer des renforts, avec une participation française aux combats plus active. Loin d'ouvrir une issue, ces renforts ont contribué à déstabiliser toute la région – Afghanistan, mais aussi Pakistan – au prix d'une dégradation des conditions de survie de l'immense majorité de la population, d'un renforcement des talibans et aussi d'une augmentation des pertes au sein des troupes d'occupation. Loin du «rétablissement de la paix» et de la «stabilisation du pays»... Devant une guerre qui coûte de plus en plus cher et devient un véritable borbier, face une opinion publique de plus en plus hostile, les États-Unis ont annoncé un retrait progressif de leurs troupes, d'ici à 2014. Le gouvernement français vient de leur emboîter le pas. Peut-être plus, des deux côtés, un discours électoral qu'une réelle décision, car il sera bien difficile aux USA de se retirer du chaos qu'ils ont eux-mêmes engendré.

#### LA CONTINUITÉ DE LA FRANÇAIFRIQUE À L'OMBRE DES USA

Sarkozy avait promis de rompre la politique africaine de la France. Son ministre de la coopération (et transfuge du PS), Jean-Marie Bockel, écrivait : «*La Françafrique est moribonde. Je veux signer son acte de décès.*». Il fut évincé en mars 2008, paraît-il sous les pressions d'Omar Bongo soucieux d'obtenir le soutien de la France pour l'élection d'Ali Bongo, son fils, à la tête du Gabon en 2009. Le «*drame de l'Afrique*» vient du fait que «*l'homme africain n'est pas assez entré dans l'Histoire. [...] Le problème de l'Afrique, c'est qu'elle vit trop le présent dans la nostalgie du paradis perdu de l'enfance. [...] Dans cet imaginaire où tout recommence toujours, il n'y a de place ni pour l'aventure humaine ni pour l'idée de progrès*» déclarait Sarkozy, le 27 juillet 2007, dans son discours de Dakar. Le mépris colonial dans toute la morgue d'une vieille puissance qui prétend perpétuer sa domination alors qu'elle n'a plus qu'à se faire l'agent de son commanditaire américain.

Ainsi, quand la vieille colonie de la Côte d'Ivoire se retrouva avec deux présidents à l'issue de l'élection, la France abandonna le vieux despote tout dévoué (par ailleurs proche du Parti socialiste), Laurent Gbagbo, pour Alassane Ouattara candidat des USA et du FMI. Après une guerre civile larvée de plusieurs mois, l'intervention des

troupes françaises, la force Licorne, sous l'égide de l'ONU, mit au pouvoir le candidat des grandes puissances.

#### LES DROITS DE L'HOMME OU «CONQUÉRIR DE NOUVEAUX MARCHÉS»

Cette politique prétend «*promouvoir les libertés et les droits de l'homme sur la scène internationale*» dans la continuité de la propagande mensongère impérialiste, mais elle s'affirme aussi libérale : «*Notre politique doit aider nos entreprises, particulièrement nos PME, à conquérir de nouveaux marchés.*» C'est bien là le nœud de la question, le *primum movens* de toute la machine diplomatique et militaire par rapport auquel les préoccupations démocratiques ou humanitaires ne sont que des cache-misère. Ainsi ont pu défiler à l'Élysée tous les dictateurs africains amis de la France. Khadafi, après qu'il eut joué l'ouverture, a même pu y planter sa tente. Sans rire, Sarkozy pouvait déclarer dans une interview au *Nouvel Obs* : «*Je lui ai dit : "Nous allons vous accompagner sur le chemin d'une respectabilité retrouvée parce que vous abandonnez les démons du passé."*» Ce sera aussi, après le terrible tremblement de terre à Haïti, le 12 janvier 2010, le soutien à l'occupation du pays par l'armée américaine sous couvert humanitaire, alors que le gouvernement français se préparait à renvoyer les immigrants haïtiens.

Tout cela converge vers un but : les ventes de Rafale au Brésil, puis aujourd'hui à l'Inde ; ainsi que les contrats nucléaires civils avec la Chine et l'Inde, la défense des intérêts de Bouygues, de Total, d'Areva...

#### LE CHOC DES RÉVOLUTIONS ARABES

L'ambition «*de bâtir ensemble une Union méditerranéenne qui sera un trait d'union entre l'Europe et l'Afrique*» était au cœur des rêves de grandeur sarkozyste... L'irruption des peuples sur la scène de l'histoire a jeté à terre le projet, bousculant les routines diplomatiques, les relations amicales avec les dictateurs en place, les voyages et séjours aux frais des peuples... Du jour au lendemain, les amis des dictateurs devinrent de farouches partisans de «*la transition démocratique*». La sanglante résistance de celui que Sarkozy prétendait accompagner sur le chemin de la respectabilité offrit à ce dernier et à son acolyte BHL l'occasion de partir en guerre pour «*protéger les populations*» en Libye, avec la bénédiction d'Obama. En fait, dans l'objectif d'en finir avec Khadafi, se trouvait celui de prendre le contrôle de la production pétrolière et

d'avoir une place au cœur du processus révolutionnaire pour peser sur «*la transition démocratique*».

Les grandes manœuvres qui se déroulent actuellement autour du régime syrien et de son dictateur El Assad emporté dans une terrible folie meurtrière pour préserver son pouvoir offre une nouvelle occasion à la diplomatie française, et à son chef Juppé, de se mettre en valeur. Il est probable que les grandes puissances attendent le moment où la dictature sera suffisamment affaiblie face à la révolte populaire pour avancer leurs pions. Derrière la question de la Syrie se profile celle de l'Iran. Israël ne cesse de multiplier les mises en garde alors que la France joue les incendiaires, l'occasion aussi de gagner la confiance d'Israël.

La politique atlantiste de Sarkozy a pour corollaire une politique pro-israélienne de plus en plus éloignée de la politique de la droite gaulliste souvent qualifiée de «*pro-arabe*». Là encore, Sarkozy s'aligne sur Obama pour s'affirmer partisan de la paix, d'une paix impérialiste contre les droits du peuple palestinien, une paix pour perpétuer la domination de «*la famille occidentale*». □



# SÉCURITAIRE, LIBERTICIDE, ANTIJEUNES ET RACISTE...

PAR ANNE LECLERC, ANTOINE BOULANGÉ

*Pour l'élection présidentielle de 2007, outre le fameux « travailler plus pour gagner plus », le principal leitmotiv de la campagne de N. Sarkozy avait été la lutte contre « l'insécurité », contre « l'immigration sauvage », pour « une immigration choisie ». Son quinquennat aura connu une véritable frénésie législative dans ces domaines.*

**D**ans une logique raciste, anti-jeunes, antijuges et proflics, le tout sécuritaire s'est décliné à travers plus de 20 lois durcissant le code pénal, supprimant pratiquement la spécificité de la justice des mineurs, limitant les droits des immigrés, pénalisant la pauvreté et restreignant les libertés. Lois sur les peines plancher, sur la récidive, sur la mise en place du fichage de la population, lois pénalisant toute contestation de l'ordre établi et renforçant les pouvoirs des policiers: triste énumération de textes qui stigmatisent et répriment une partie de la population, tout en restreignant les droits du plus grand nombre.

#### DIVISER POUR MIEUX RÉGNER

Déjà, entre 2001 et 2007, les lois Perben et Sarkozy (alors ministre de l'Intérieur)

avaient considérablement durci le code pénal. Une fois élu président, Sarkozy a continué sans même se préoccuper de « l'efficacité » des lois votées. L'objectif? Trouver des boucs émissaires pour tenter de faire oublier la destruction des droits sociaux. Les lois sécuritaires ont deux objectifs: contenir certaines populations, discriminées (chômeurs, jeunes des cités, immigrés, mendiants, prostituées, nomades, Roms, musulmans), conçus comme des classes dangereuses, et traiter pénalement les questions sociales en mettant la justice aux ordres. Dans cette logique, la répression s'abat en priorité sur les habitants des quartiers populaires et particulièrement sur les jeunes. La répression contre les actions syndicales s'est également durcie.

À chaque fait divers, le gouvernement répond par une nouvelle loi répressive. C'est ce que le Syndicat de la magistrature appelle à juste titre le « populisme pénal ». Un des buts des différentes lois votées est de diminuer la marge d'appréciation des juges quant à l'individualisation des peines. Contrairement à ce que véhiculent les policiers et leurs syndicats, les juges ont le plus souvent la main lourde. Les juges et procureurs qui ont une autre conception de la justice ont de moins en moins de marges de manœuvre. Les procureurs des tribunaux, qui ne font pas appel lorsque les peines plancher n'ont pas été appliquées, sont convoqués par la Chancellerie. Les juges des libertés qui ne réclament pas assez de détentions provisoires sont déplacés d'office vers des juridictions de moindre importance. Par de constantes pressions, la Chancellerie essaye de soumettre toujours un peu plus l'autorité judiciaire, grignotant un peu plus chaque jour le peu d'indépendance qui reste à la justice.

#### EMPRISONNER PLUS

La mise en place des peines plancher est votée dès août 2007; l'automatisme des peines

Le 5 mars 2012. Claude Gueant visite le centre de Marseille. © Romain Hingant





en cas de récidive légale se traduit par une forte augmentation de la détention. Ces lois sur la récidive font de la prison le modèle unique. La loi de février 2008 «relative à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental» signifie de fait un enfermement à vie pour certains».

La loi de juillet 2009 sur les «bandes» et les «cagoules» vise particulièrement les jeunes des quartiers populaires comme la loi du 5 mars 2007 sur la prévention de la délinquance qui entérinait le lien entre difficultés sociales, éducatives ou matérielles et délinquance. Votée en janvier 2011, la loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (Loppsi 2) a généralisé la vidéosurveillance et le fichage des personnes, particulièrement les plus précarisées, les jeunes, les militants ou les internautes.

En décembre 2011, on comptait 65 262 détenus pour 55 000 places. Le taux moyen de surpopulation carcérale atteint 140%. La France est condamnée régulièrement pour les conditions dégradantes de détention. Un détenu se suicide tous les trois jours.

### DÉMAGOGIE SÉCURITAIRE

En juillet 2011, le gouvernement a introduit des dispositions législatives qui entrent la spécificité de la justice des mineurs en créant un tribunal correctionnel pour mineurs dès 16 ans qui réduit le rôle des juges pour enfants et généralise les procédures de comparution rapide. Création de centres fermés et de prisons pour mineurs, fermetures des foyers éducatifs: pour les mineurs, le choix est clair. Réprimer, enfermer et non plus éduquer!

Pour finir ce quinquennat, un projet de loi de programmation relatif à l'exécution des peines -pour être sûr que les condamnés exécutent leur peine- a été présenté en décembre 2011 et devrait être voté en procédure accélérée en 2012! Cerise sur le gâteau, depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2011, toute personne qui veut saisir la justice devra s'acquitter d'un timbre fiscal de 35 euros. Ainsi est remise en cause la gratuité de la procédure et l'égalité d'accès à la justice.

Un seul recul pendant ce quinquennat: l'abandon par le gouvernement du projet de suppression du juge d'instruction, une mesure qui aurait mis fin à l'intrusion de la justice dans les affaires politico-financières ou aux scandales remettant en cause le rôle de l'État.

### POLITIQUE DU CHIFFRE ET EXPULSIONS

S'il est un domaine où Sarkozy a également «tenu ses promesses», c'est bien celui de la stigmatisation des immigrés et des musulmans. En 2007, sa campagne s'était faite sur les thèmes du Front national (racisme et politique sécuritaire) afin de siphonner les voix de Le Pen. Il avait annoncé la couleur avec la création du ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale dès le 18 mai 2007, occupé par Hortefaux puis Besson. En juillet 2007, il faisait son discours raciste et colonialiste de Dakar où il déclarait que le «drame de l'Afrique» vient du fait que «l'homme africain n'est pas assez entré dans l'Histoire. [...] Le problème de l'Afrique, c'est qu'elle vit trop le présent dans la nostalgie du paradis perdu de l'enfance. [...] Dans cet imaginaire où tout recommence toujours, il n'y a de place ni pour l'aventure humaine ni pour l'idée de progrès».

Les lois visant à restreindre les flux migratoires n'ont cessé de se multiplier. Le nombre d'expulsions est passé de 23 000 en 2007 à 33 000 en 2011. Sarkozy n'a eu de cesse d'attiser la haine et diviser. Cela se traduit par une précarité grandissante pour des centaines de milliers de sans-papiers, la multiplication des contrôles au faciès, l'expulsion de la «jungle» de Calais (2009) ou les démantèlements des camps de Roms (2010)...

### RACISME D'ÉTAT

À l'été 2010, nouveau discours raciste et sécuritaire à Grenoble, attaquant tous azimuts, stigmatisant les immigrés, les Roms... Sarkozy propose alors une mesure reprise du FN, jamais vue depuis Vichy: «La nationalité doit pouvoir être retirée à toute personne d'origine étrangère qui aurait volontairement porté atteinte à la vie d'un fonctionnaire de police, d'un militaire de la gendarmerie ou de toute autre personne dépositaire de l'autorité publique».

En novembre 2010, Sarkozy a supprimé le ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale. Mais il n'a pas changé d'un iota sa politique, avec son nouveau ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, qui n'a de cesse de courir après le FN. Nouvelle cible en 2011, avec la circulaire du 31 mai 2011 contre les jeunes diplômés étrangers, soupçonnés de «piquer le travail des Français», alors qu'ils ne constituent que 6 500 dossiers par an. Guéant finissait l'année 2011 en déclarant ouvertement que «la délinquance étrangère est supérieure à la moyenne enregistrée dans notre pays».

Autre terrain de prédilection de Sarkozy: l'islamophobie. Il ne cesse d'agiter des menaces qui n'existent pas, des ennemis de l'intérieur potentiels, qui justifieraient des mesures d'exception. En 2010, il a fait voter la loi antiburqua, alors que l'on estime que cela concerne au maximum quelques milliers de personnes. Puis ce furent l'affaire des prières de rue et la tentative de mise en place d'une circulaire pour interdire aux mamans qui portent le voile d'accompagner les enfants en sortie scolaire.

### CINQ ANS DE RÉSISTANCES

Immigration et politique sécuritaire sont les deux «mamelles» de l'idéologie sarkozyste. Cette politique a suscité cinq ans de colère et de mobilisations sans précédent: mouvement des magistrats, grève des travailleurs sans papiers avec les syndicats pendant un an, mobilisations contre les violences policières, RESF, grèves à la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ), collectifs antisécuritaire, pétitions d'intellectuels, collectif Mamans toutes égales... Les mobilisations et manifestations ont été nombreuses, d'une grande diversité, souvent exemplaires comme RESF ou la grève des travailleurs sans papiers en Île-de-France. Mais elles sont restées fragmentées et n'ont pas encore trouvé suffisamment de points de convergence pour réussir à stopper cette machine infernale.

Il y a urgence car l'idéologie sarkozyste, raciste, sécuritaire et nationaliste rencontre malheureusement un écho, comme on le voit avec la crise économique et la montée du FN (même dynamique en Europe avec un développement de droites racistes et sécuritaires). Cette idéologie constitue un poison mortel pour l'ensemble de la classe ouvrière. Après cinq ans de Sarkozy, Hortefaux, Besson, Guéant et consorts, on ne peut que partager l'alerte lancée par le député de gauche martiniquais Serge Letchimy, car aujourd'hui ces idées pourraient devenir une stratégie pour une partie de la droite: «Monsieur Guéant, vous privilégiez l'ombre, vous nous ramenez jour après jour à ces idéologies européennes qui ont donné naissance aux camps de concentration». □



*Du traité de Lisbonne au projet de nouveau traité européen, Sarkozy n'a pas ménagé ses efforts au service des banques et des multinationales.*

# ARDENT PROMOTEUR DE L'EUROLIBÉRALISME

PAR JULIEN RIVOIRE

**I**l est des faits qui parlent d'eux-mêmes. Au lendemain de son élection, N. Sarkozy, le candidat qui aujourd'hui veut «faire trancher le peuple (sic) par des référendums» signait le traité «simplifié», copie conforme du Traité constitutionnel européen, rejeté en 2005 lors d'un... référendum! Il chercha à maquiller l'escroquerie démocratique, tandis que le Premier ministre du Danemark fut plus franc: «Ce qui est positif, c'est que les éléments symboliques aient été retirés et que ce qui a réellement de l'importance -le cœur- soit resté.» Le «principal» étant ce qui avait été rejeté par le non de gauche au TCE: le renforcement de la logique concurrentielle, de la marchandisation, de la libéralisation forcée et d'un encadrement très strict des politiques économiques. «L'erreur» consistant à soumettre le traité à ratification par référendum n'a, bien entendu, pas été reproduite. Attaques libérales et antidémocratiques sont les deux faces de la politique européenne de Sarkozy au lendemain de son élection et poursuivies tout au long de son mandat.

Lors du déclenchement de la crise, Sarkozy s'est présenté comme le «président du pouvoir d'achat». Il a multiplié les déclarations d'hostilité à la toute puissance de la finance. À la suite de la chute de Lehman Brothers, il déclarait à Toulon qu'il allait imposer aux banques de financer l'économie, non la spéculation, réduire l'opacité de la finance, et encadrer les rémunérations des dirigeants. Triple échec... pour peu qu'il ait cru lui-même un seul instant à ses déclarations. La vente à découvert, outil hautement spéculatif, vient à nouveau d'être autorisée. Aucune initiative n'a été prise contre les paradis fiscaux (y compris en direction des banques et transnationales françaises) et, à titre d'exemple, le patron de BNP a gagné l'équivalent de quatre siècles de Smic en 2011! Loin de ces déclarations de principe, au cœur de la crise où il était de bon ton de prendre ses distances avec la finance, la politique menée concrètement a consisté à défendre

les intérêts des banques françaises dans la gestion de la crise grecque, à instaurer avec Angela Merkel une cure d'austérité pour toute l'Europe, aussi dévastatrice qu'inefficace et à imposer les décisions de la Troïka (Union européenne, Banque centrale européenne, FMI) au mépris du fonctionnement démocratique. Ainsi, lorsque Papandréou propose un référendum portant sur le nouveau plan d'austérité, c'est un véritable coup d'État institutionnel qui est mené par Sarkozy et Merkel pour le faire reculer, puis le débarquer.

La fin de son mandat est marquée par la volonté d'aboutir à un nouveau traité européen, dont les principes ne déplairaient pas aux Chicago Boys, ces anciens conseillers de Reagan -et, avant lui, de Pinochet- qui théorisaient que la démocratie n'était pas le système politique le plus efficace pour le marché. Ce nouveau traité obligera les pays signataires à «avoir un budget général à l'équilibre ou excédentaire». Les gouvernements seront donc sommés de couper dans les dépenses publiques, y compris en période de récession. La politique actuellement imposée aux populations européennes est donc ainsi inscrite dans le marbre de la loi. Et, pour éviter que des États ne se soustraient à ces contraintes, comme l'Allemagne et la France l'ont fait en 2004 en ne respectant pas les critères de Maastricht, les sanctions seront, avec ce traité, automatiques. Sans compter qu'une des «parties contractantes» -c'est-à-dire un État- estimant qu'un autre ne satisfait pas aux critères fixés par le traité peut saisir la Cour européenne de justice. Des pays peuvent donc porter plainte contre d'autres. La Cour de justice -non élue, faut-il le rappeler?- établit ainsi la norme de ce que doit être un budget national.

Si la réalisation d'un tel traité dans les délais annoncés semble hypothétique, la ratification par au moins douze pays de la zone euro étant nécessaire pour son application avant le 1<sup>er</sup> janvier 2013, il

permet cependant à Sarkozy et Merkel de se repositionner à la veille d'échéances électorales. C'est aussi un moyen pour les promoteurs de l'ultralibéralisme de reprendre l'offensive idéologique et de polariser l'agenda politique sur leurs propositions. Ils nous donnent ainsi un aperçu de la réponse de la bourgeoisie à la crise en Europe: ultralibérale et de contournement des dispositifs démocratiques traditionnels. Ces réponses sont dès aujourd'hui mises en place dans les pays du sud de l'Europe, véritables laboratoires pour les politiques continentales à venir. □



# SERVICES PUBLICS : DÉPÔT DE

*170 000 postes supprimés, une qualité de service dégradée, des hôpitaux au bord de l'asphyxie, des équipements ferroviaires obsolètes, des élèves en manque de professeurs : c'est la grande dévastation du service public.*

**« J**e crois résolument dans le service public, à son rôle pour l'égalité des chances.

C'est pourquoi il est essentiel d'assurer sa présence dans les quartiers en difficulté, en milieu rural, en outre-mer». Voilà ce que disait le candidat Sarkozy en 2007, quelques mois avant d'être élu. Un quinquennat plus tard, Sarkozy a mené une véritable politique de destruction des services publics. Éducation, santé, emploi, justice, finances, transport, Poste, énergie : tous les grands services publics sont passés à la moulinette, celle de la Révision générale des politiques publiques (RGPP), celle de la privatisation, de l'ouverture du capital, de la rentabilité. Et le résultat est catastrophique

La logique capitaliste veut qu'un bien ne soit produit que lorsqu'il peut devenir une marchandise et fournir un profit rapide pour le propriétaire des moyens de production. C'est dans cette logique que s'inscrivent toutes les attaques contre les services publics en France (et dans toute l'Europe). Sarkozy est bien sûr dans cette logique : prenant prétexte de la dette, il a pendant cinq ans attaqué de front l'ensemble des services publics, et plus précisément ceux de l'emploi, des transports, de la santé et de l'éducation.

## **DES ATTAQUES PUISSANTES CONTRE LES SERVICES PUBLICS**

Sous prétexte de faciliter la vie des privés d'emploi, «d'améliorer le fonctionnement du marché du travail», l'une des premières réformes du quinquennat de Sarkozy a été la fusion en 2008 de l'ANPE et de l'Assedic en un seul établissement : Pôle Emploi. Quatre ans après, la logique libérale s'impose. Pôle Emploi comprend désormais une majorité de salariés sous statut privé ; des milliers de postes ont été supprimés ; 956 agences ont été fermées. Pôle Emploi, c'est

aussi 300 chômeurs -désormais baptisés «clients»- par agent, 600 visites par jour et par agence, des radiations en hausse de 25% en juillet 2011, des suivis mensuels vite interrompus, des dossiers en retard de traitement, des bugs informatiques, du contrôle d'identité, du fichage, de la violence de part et d'autre des guichets, des tentatives de suicide et des licenciements. Ce sont, désormais, des logiques de concurrence qui sont instaurées. En effet, depuis 2006, Pôle Emploi n'a plus le monopole du placement des chômeurs. Il est donc en concurrence avec des agences d'intérim et autres sociétés de reclassement. Malgré cela, une étude du ministère du Travail de

juillet 2011 démontre que le service public d'emploi -ou, en tout cas, ce qu'il en reste- est le plus efficace pour retrouver un poste aux chômeurs, pour un coût deux fois moins élevé que les sociétés privées ! Les attaques contre le service public ferroviaire et le transport en général n'ont pas commencé en 2007. Il y a longtemps que les gouvernements successifs suppriment massivement des emplois et organisent la privatisation. On ne compte plus les «réformes» entreprises, ces 25 dernières années. La SNCF participe même très activement à la privatisation du secteur ferroviaire dans les autres pays européens, en prenant des parts dans des entreprises





# E BILAN

PAR SANDRA DEMARCO

privées, qui concurrencent les opérateurs historiques.

En France, ce phénomène s'est cependant amplifié sous l'ère Sarkozy. Entre 2007 et 2011, 11 675 emplois ont été supprimés ; la précarité s'est développée avec la filialisation de secteurs entiers et le développement de la sous-traitance. La politique de Sarkozy concernant le transport a été la privatisation effective du fret de la SNCF, mais aussi le début de la privatisation du transport régional de voyageurs et de la maintenance du réseau ferré. Bref, il s'est agité d'accentuer la privatisation du rail, sans tirer le bilan de ce qui a été fait dans les autres pays où elle a eu lieu. Or ce bilan

est tout simplement catastrophique ! Pour les salariés comme pour les usagers, mais aussi pour l'environnement.

## SANTÉ ET ÉDUCATION : LA GUERRE EST DÉCLARÉE

Mais le cœur de la politique de ce quinquennat contre les services publics a été sans aucun doute l'attaque contre le service public de la santé (voir p.16) et celui de l'Éducation nationale.

Dans l'Éducation nationale, la décision de ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux partant en retraite s'est traduite par la suppression de 165 437 postes depuis 2003, soit 14,4% des effectifs. L'État est donc le plus grand licencié du pays ! Les pouvoirs publics se sont tout d'abord attaqués aux postes qui ne correspondaient pas à des classes, au détriment des remplacements. Puis ce fut le tour des postes situés dans l'environnement de l'enseignement, altérant ainsi le collectif qui permet aux équipes éducatives de travailler. Puis est venu le temps de la disparition des réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté, les Rased. Le ministère a ensuite écorné le temps d'enseignement dans certaines matières ou, plus simplement, fermé des classes sur tout le territoire. Enfin, pour pallier ces suppressions de postes, on recrute des précaires, allant jusqu'à faire appel à Pôle Emploi qui organise des « speed emplois » ! Pour compléter le champ de ruines, Sarkozy s'est aussi attaqué à la formation initiale des enseignantEs, la formation continue étant et restant quasi inexistante. Sous couvert de recruter les enseignants au niveau master – ce qu'ils étaient déjà de fait, puisque titularisés, au mieux, cinq ans après le bac – on a supprimé l'année de stage rémunéré en tant que fonctionnaire stagiaire après concours, et une annuité pour la retraite. Afin de compenser à moindre coût les suppressions de postes dans la fonction publique, les nouveaux stagiaires exercent désormais directement à temps plein au lieu d'un tiers de temps, sans bénéficier de formation puisque les IUFM (anciens centres de formation des enseignants) sont supprimés. Mais qu'ils se rassurent, surtout ceux qui exercent dans les quartiers relevant de l'éducation prioritaire ! Désormais, ils sont encadrés au plus

près par des chefs d'établissement transformés en patrons, gérant leur personnel (recrutement, missions, temps de travail) comme l'organisation des enseignements (horaires, programmes) mais aussi, bientôt, la notation et la carrière de enseignants. Le quinquennat de Sarkozy a également été marqué par des réformes portant sur les programmes scolaires pour mieux faire passer les valeurs de la droite. Décidée au nom du libre choix des familles, la réforme de la carte scolaire a considérablement renforcé les inégalités sociales et scolaires. Les résultats de toute cette politique contre le service public de l'Éducation nationale sont sans ambiguïté : selon une enquête de l'OCDE, en France plus qu'ailleurs en Europe, un élève issu des classes populaires a moins de chance de réussir à l'école que tout autre enfant !

On vient de le voir, à travers quelques cas concrets : en matière de service public, le quinquennat de Sarkozy a été une politique offensive et destructrice, accentuant des inégalités sociales et territoriales. □

© Photothèque rouge/JR





# RETOUR AU FOUQUET'S

PAR FRANÇOIS COUSTAL

*Rarement un président et un gouvernement auront autant affiché leur proximité avec le « monde des affaires ».*

**A**près cinq années de sarcasmes et de polémiques, Nicolas Sarkozy a fini par bredouiller ses regrets : « si c'était à refaire, je ne repartirais pas, reviendrais pas dans ce restaurant puisque ça a été vraiment le feuilleton ». C'est sûr : maintenant que le « Président des riches »<sup>1</sup> veut se transformer, le temps d'une campagne électorale, en « candidat du peuple », il a intérêt à faire oublier la réception du Fouquet's, le soir de son élection, immédiatement suivie d'une semaine de détente sur le yacht de son ami richissime, Vincent Bolloré.

Aujourd'hui, Sarkozy fait mine de regretter. Mais, le mois dernier, Christian Estrosi, pas encore au courant du revirement de la communication présidentielle, assumait complètement, sans rire et avec sa légendaire subtilité : « C'est indigne de reprocher au président de la République d'être allé dans une brasserie populaire des Champs-Élysées. Je vous pose la question : lequel d'entre vous n'y est pas allé ? »<sup>2</sup>. Assez éclairant sur la conception qu'ont les amis de Sarkozy du peuple et des loisirs populaires...

En fait de brasserie populaire, le lieu de ces réjouissances était bien un établissement de luxe – le Fouquet's – situé dans le quartier du luxe et du fric, les Champs-Élysées. Mais, naturellement, le plus important dans ce véritable acte fondateur de la présidence Sarkozy est moins le lieu que... la liste des invités. Un vrai régal pour marxistes rétro et sociologues spécialisés dans l'étude des classes dominantes ! Sans surprise, on y trouve un contingent de personnalités politiques représentatives d'une droite... bien à droite, quelques vedettes du sport et du show-biz ainsi qu'une pincée d'éditorialistes mercenaires. Mais, bien sûr, ce qui a retenu l'attention, c'est la présence massive du « monde des affaires ». Ils sont venus, ils sont tous là ! Vincent Bolloré (groupe Bolloré), Martin Bouygues (groupe Bouygues), Bernard Arnault (LVMH),



« Une brasserie populaire ». © Photothèque Rouge/MILO

Serge Dassault (groupe Dassault), Antoine Bernheim (successivement Banque Lazard, Euromarché, Mediobanca, Generali), Albert Frère (successivement Groupe Lambert, Bertelsmann, Total, Suez, Lafargue), Jean-Claude Decaux (groupe Decaux), Paul Desmarais (Power Corporation), Stéphane Courbit (Endemol), Agnès Cromback (Tiffany France), Dominique Desseigne (groupe Barrière), Jean-Claude Darmon (foot business), Patrick Kron (Alstom), Henri Proglio (Veolia), ...

Ces invités-là<sup>3</sup> ne sont pas seulement riches, voire très riches. Nombre d'entre eux sont les PDG et/ou les actionnaires principaux des plus grands groupes français, ceux du CAC 40. Ce soir du 6 mai 2007, l'assemblée réunie au Fouquet's ressemble... à un conseil d'administration. Elle est vraiment composée des représentants les plus « titrés » du grand patronat, de la haute bourgeoisie des affaires. Elle fête sans retenue ni pudeur la victoire de son champion. Elle n'a pas ménagé ses efforts et elle n'aura pas à le regretter ! Quelques semaines plus tard, dès août 2007, le gouvernement Sarkozy-Fillon fera adopter le « bouclier fiscal », première étape d'une longue série de cadeaux au patronat et aux privilégiés, dont ce dossier donne un aperçu. D'une manière particulièrement spectaculaire, pendant cinq ans, Sarkozy aura servi globalement les intérêts de la bourgeoisie et, plus particulièrement, ceux de ses amis milliardaires.

La majorité des pays capitalistes développés se sont dotés, parfois depuis plusieurs siècles, d'un système de démocratie représentative. L'une des fonctions essentielles – pas la seule, évidemment... – du « jeu démocratique » est alors d'y présenter les politiques mises en œuvre par l'État comme résultant de « l'intérêt général ». Alors qu'elles ne sont que l'expression de la domination de la bourgeoisie capitaliste sur la société. Et c'est cela, précisément, qu'il s'agit d'occulter.

En mai 2007, les premiers gestes de Nicolas Sarkozy – fraîchement élu et, à l'évidence, tellement content de l'être – ont montré le contraire : au lieu de jeter un voile sur les multiples liens personnels, de connivence et d'intérêts qui subordonnent la « classe politique » à la grande bourgeoisie, Sarkozy les a éclairés et mis en scène, avec ostentation. Cinq ans plus tard, présentons-lui l'addition ! □

1. On peut relire avec profit l'ouvrage des sociologues Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot : *Le président des riches, Enquête sur l'oligarchie dans la France de Nicolas Sarkozy*, Éditions Zones.

2. Tout est à nous !, La Revue n° 14 (octobre 2010) en avait publié des bonnes feuilles.

3. Interview de Christian Estrosi sur RFI (Radio France International) le 10 janvier 2012.

4. Pour la liste complète des invités et leur curriculum vitae, se reporter à l'ouvrage *La nuit du Fouquet's*, par Ariane Chemin et Judith Perrignon, Fayard.



# 1954-1962 La Guerre d'Algérie

PAR SYLVAIN PATTIEU

*En mars-avril 2012, on fête le 50<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance de l'Algérie. À cette occasion, nous avons souhaité fournir quelques repères historiques sur la guerre d'Algérie. Vous trouverez donc un premier texte qui en retrace les principales étapes, une bibliographie, puis deux éclairages particuliers, l'un sur les réseaux de solidarité en France, l'autre sur les massacres de Sétif et Guelma en 1945.*

**L**a France de 1954 est marquée par deux événements majeurs qui sonnent le glas d'un empire colonial censé montrer la voie de la civilisation aux peuples des colonies, ou étendre sa domination militaire et économique sur plusieurs continents -selon que les partisans de la colonisation privilégient pour la justifier l'argument «humanitaire» ou «économico-politique». Le 7 mai 1954, les Français apprennent la défaite de Dien-Bien-Phu, prélude aux accords de Genève de juillet 1954, qui consacrent l'indépendance et la partition du Viêt-Nam et signifient la fin de la présence française en Asie. Le 1<sup>er</sup> novembre 1954, éclate en différents points du territoire algérien une insurrection revendiquée par une organisation jusque-là inconnue, le FLN. Ces opérations militaires marquent le début d'une guerre qui tait son nom mais qui dure huit ans et cause la mort de 300 000 personnes<sup>1</sup>, toutes victimes confondues.

Pourtant la décolonisation est déjà en marche en Afrique, au Maroc, en Tunisie, ce qui aurait pu conduire à une décolonisation sans heurts en Algérie. Mais la lutte de libération algérienne remet en cause l'appartenance au territoire français d'une colonie qui est aussi un groupe de départements français, et surtout une colonie de peuplement avec 984 000 «Européens», dont 79% sont nés en Algérie, pour 8 475 000 «musulmans». Le mouvement nationaliste algérien, dominé depuis les années 1930 par Messali Hadj, semble pourtant en difficulté au début des années 1950. Le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), fondé par Messali Hadj, est très divisé sur la stratégie à mener contre l'impérialisme français, et semble paralysé. Lassé de cet état de fait, un petit groupe

d'activistes du MTLD, de manière secrète, prépare une insurrection qui éclate au mois de novembre 1954.

Dans la nuit du 31 octobre au 1<sup>er</sup> novembre, les opérations sont déclenchées: une trentaine d'attentats provoquent la mort de neuf Européens dont trois militaires. Militairement il s'agit d'un échec puisque la prise des casernes de Batna, Khenchela, Blida et Oran qui devait procurer des armes a échoué. Mais psychologiquement il en est tout autrement. *Le Monde* du 4 novembre parle du texte qui revendique les attentats comme «émanant d'un certain Front de la libération nationale» et affirme qu'il expose «le programme des terroristes aux militants de la cause nationale». Ce FLN, jusque-là inconnu, dirigé par des hommes comme Mohammed Boudiaf, Hocine Aït Ahmed, ou Ahmed Ben Bella, déclenche ainsi la révolution nationale, de manière inattendue aussi bien pour le gouvernement français que pour le MTLD. Une véritable guerre commence, et le peuple algérien entre dans la lutte armée pour se libérer du joug colonial.

Messali Hadj refuse de voir contestée son hégémonie au sein du mouvement nationaliste algérien, et crée une organisation concurrente du FLN, le Mouvement nationaliste algérien (MNA). Loin de coopérer contre un même ennemi, les deux organisations se déchirent dans une lutte fratricide qui fait de nombreuses victimes. À partir de 1957-1958, le FLN s'assure une hégémonie totale en Algérie et dans l'émigration algérienne en métropole, au point que certains maquis MNA passent du côté de l'armée française.

Du côté français, la répression est terrible: elle touche les combattants algériens mais aussi les civils suspectés de détenir des informations ou de leur venir en aide. La pratique de la torture est générale, ainsi que les viols en ce qui concerne les femmes.

Le racisme, héritage d'années de colonialisme, contribue à la férocité des soldats, aidés dans leur sale besogne par les supplétifs «harkis», musulmans partisans de l'Algérie française.

En décembre 1955, c'est la gauche qui remporte les élections sur un programme vague de «paix en Algérie». En fait de paix, c'est la guerre que le président du conseil socialiste, Guy Mollet, amplifie. En mars, les «pouvoirs spéciaux» sont votés par l'Assemblée nationale, et permettent d'augmenter la répression en instaurant un état d'urgence permanent en Algérie, et en laissant les mains libres à l'armée. Le PCF vote les pouvoirs spéciaux et demeure durant toute la guerre très prudent sur la question algérienne, excluant même les militants qui se livrent à des activités de soutien au FLN.

En septembre 1956, 400 000 hommes sont opérationnels en Algérie tandis que le FLN avec les attentats du «Milk-Bar» et de la «Cafétéria» à Alger inaugure une série d'attaques meurtrières contre les lieux fréquentés par des Européens. Le 22 octobre 1956, l'arraisonnement par l'armée française de l'avion qui transportait Ahmed Ben Bella, Hocine Aït-Ahmed, Mohamed Boudiaf, Mohamed Khider et Mostefa Lacheraf, cinq «chefs» du FLN, provoque la réprobation internationale.

Pourtant, en métropole même, des réseaux de soutien au FLN se mettent en place. C'est tout d'abord l'extrême gauche trotskiste et libertaire, qui, dès 1955, met en place des réseaux de «porteurs de valises», afin de collecter les sommes de l'impôt révolutionnaire exigé par le FLN des ouvriers algériens émigrés en France, mais aussi pour fabriquer des faux papiers, imprimer la presse clandestine du FLN ou transporter des responsables FLN à travers la France. Progressivement d'autres réseaux se mettent en place, qui regroupent des chrétiens progressistes, des communistes dissidents, des humanistes. Des intellectuels dénoncent la torture ou soutiennent les porteurs de valises lors du retentissant procès du réseau «Jeanson». Des réseaux permettent aux déserteurs de l'armée française de trouver refuge à l'étranger.

La guerre qui se poursuit mine la IV<sup>e</sup> République. En 1958, l'armée qui a pris le contrôle du Gouvernement général d'Alger réclame le général de Gaulle tandis qu'un comité de salut public est présidé par le général Massu, et les parachutistes débarquent en Corse. Suite à ce coup de force, de Gaulle est investi le 12 juin par l'Assemblée nationale. Il propose une nouvelle Constitution adoptée par référendum le 28 septembre 1958. Le 23 octobre, il propose la «Paix des braves» aux combattants, mais sans aucune garantie sur l'indépendance, et le FLN rejette ses offres. De Gaulle devient le premier président de la V<sup>e</sup> République le 21 décembre 1958 : il déçoit les ultras qui l'ont porté au pouvoir en parlant en septembre 1959 d'une possible autodétermination de l'Algérie, et un Rassemblement pour l'Algérie française se crée sous l'impulsion de Georges Bidault.

À mesure que s'impose l'idée d'une indépendance de l'Algérie, les actions des ultras se radicalisent : du 24 janvier au 1<sup>er</sup> février

1960, ils déclenchent la «semaine des barricades» à Alger. Les plus déterminés d'entre eux créent l'OAS (Organisation armée secrète), groupe clandestin d'extrême droite qui organise des attentats contre des «musulmans», des intellectuels ou des journaux partisans de l'indépendance de l'Algérie. Mais les opposants à la guerre font également entendre leur voix, et manifestent notamment à l'initiative de l'Union nationale des étudiants de France (Unef) le 27 octobre 1960, tandis que les militants membres du réseau Jeanson d'aide au FLN, les «porteurs de valises», sont soutenus par le Manifeste des 121, signé par des intellectuels et des célébrités. Le référendum sur l'autodétermination du 8 janvier 1961 est un succès pour de Gaulle qui poursuit sa politique, vers une indépendance de l'Algérie. Mais cela ne signifie pas l'arrêt de la répression contre les Algériens et le préfet Papon ordonne le 5 octobre 1961 le couvre-feu pour les immigrés algériens. Une manifestation pacifique organisée le 17 octobre contre cette

mesure par la Fédération de France du FLN est violemment réprimée par la police et plusieurs centaines d'Algériens sont tués. Le 8 février 1962, ce sont des manifestants français contre l'OAS qui subissent la répression, huit militants meurent au métro Charonne, membres pour la plupart du PCF.

Les négociations entre le gouvernement français et le FLN aboutissent cependant aux accords d'Évian en mars 1962, approuvés en France par le référendum d'avril 1962. Les pieds-noirs, les Européens d'Algérie, fuient une Algérie qui n'est plus française, tandis que les attentats de l'OAS ont rendu impossible toute cohabitation entre les communautés et caduques les dispositions concernant la minorité prévue par les accords d'Évian. L'Algérie reste à reconstruire, et les différentes factions du FLN s'appêtent à se déchirer pour le pouvoir, tandis que le conflit a marqué profondément la société française. □



Semaine des barricades, Alger 1960. DR



# GUERRE D'ALGÉRIE

# Mouvements de solidarité et gauche radicale

PAR SYLVAIN PATTIEU

**L'**opposition à la guerre d'Algérie a été un creuset pour la gauche radicale. Elle a vu d'abord émerger des groupes militants qui se sont engagés contre la guerre ou en solidarité avec le FLN. La lutte contre l'OAS et le combat antifasciste ont pris également une dimension fondatrice.

## LES RÉSEAUX DE SOLIDARITÉ AVEC LE FLN

Les réseaux les plus célèbres, Jeanson et Curiel, ont été ceux des porteurs de valises dont l'une des principales activités consistait à transporter les cotisations prélevées par l'organisation nationaliste sur les quelque 220 000 Algériens présents en métropole (ils sont 350 000 en 1962). Les nombreuses arrestations opérées par la DST dans le réseau Jeanson en 1960 sont à l'origine du procès mémorable de septembre et octobre 1961, qui donna lieu au Manifeste des 121, texte dans lequel des personnalités intellectuelles et du monde du spectacle déclaraient soutenir l'insoumission et l'aide au FLN. De nombreux jeunes hommes et femmes, révoltés par l'usage de la torture et par l'action colonisatrice de la France, y ont participé. Ils étaient mus par des objectifs politiques bien loin de l'image donnée par le récent film *Hors-la-loi* de la porteuse de valise folle amoureuse d'un Algérien.

Des réseaux se sont également mis en place, comme le mouvement Jeune Résistance, pour cacher et faire sortir du pays les réfractaires et déserteurs qui refusaient d'aller combattre en Algérie. L'historien Tramor Quemeneur estime leur nombre à 12 000 (en comptant les insoumis), soit 1% des rappelés pendant la guerre d'Algérie.

## TROTSKISTES ET GUERRE D'ALGÉRIE

Une partie du mouvement trotskiste, dans la lignée d'une tradition anticolonialiste manifestée déjà lors de la guerre d'Indochine, a participé à ce mouvement qui dépassait l'audience habituelle de leurs groupes, recrutant ainsi une nouvelle génération de

cadres et de militants. Le Parti communiste internationaliste dirigé par Pierre Frank a ainsi constitué le premier réseau de soutien au FLN, au début 1955. Les trotskistes assurent l'impression de tracts du FLN adressés aux nombreux ouvriers algériens qui vivent en métropole avec leur famille, dont «l'impôt révolutionnaire» est nécessaire pour la guerre en Algérie. Les tracts sont imprimés en Belgique, envoyés à divers membres du PCI, et répartis ensuite par les militants trotskistes dans divers bars et commerces «amis» du FLN. L'impression se fait ensuite clandestinement à Paris. C'est Pierre Avot-Meyers, permanent chargé du soutien au FLN, qui s'en occupe. Le travail se diversifie, comprend l'impression de tracts, la fabrication de faux papiers.

La IV<sup>e</sup> Internationale dans son ensemble est chargée par l'intermédiaire de Michel Raptis, dit Pablo, un dirigeant d'origine grecque, de deux opérations d'envergure, la construction d'une usine d'armes pour le FLN en 1960 au Maroc, et en 1961 la fabrication de fausse monnaie pour le compte de ce même FLN.

Concernant l'usine, en 1960 le FLN parvient de plus en plus difficilement à se procurer des armes : les services secrets français ont su décourager les trafiquants d'armes. Les dirigeants FLN contactent Pablo et mettent en place une usine de mortiers et de pistolets-mitrailleurs, camouflée dans une ancienne orangeraie. Pablo s'occupe des machines, de provenance diverse (pays de l'Est, Chine...), tout comme les ouvriers, en majorité algériens, mais aussi allemands, grecs, argentins. Il y a aussi un Français, Louis Fontaine. L'usine fonctionne jusqu'à l'Indépendance, Pablo y prononce un discours après la production du 5 000<sup>e</sup> pistolet-mitrailleur.

La fabrication de fausse monnaie, dont les différentes étapes doivent se dérouler en Allemagne et aux Pays-Bas, se solde par un échec. Pablo décide de l'opération en secret et la met en œuvre avec le dirigeant de la section hollandaise, Salomon Santen, et un

imprimeur libertaire d'Amsterdam. Alors que les machines, le papier et les dessins sont prêts, juste avant l'impression, la police intervient, conjointement en Allemagne et aux Pays-Bas : l'un des assistants de l'imprimeur est un informateur des services secrets hollandais. Tous sont arrêtés et risquent de lourdes peines pour un délit de droit commun. Le procès se transforme en tribune politique. Pablo obtient le soutien de personnalités, comme Jean-Paul Sartre, Isaac Deutscher ou Salvador Allende. Pablo et Santen ne sont ainsi condamnés qu'à des peines faibles compte tenu des faits reprochés, quinze mois de prison.

## LE COMBAT ANTIFASCISTE

Étant donné le développement de l'OAS, des militants impulsent une activité antifasciste à l'intérieur de l'UEC. Alain Krivine, jeune militant très critique vis-à-vis de la position du PCF sur la guerre d'Algérie, est devenu trotskiste en participant, par l'intermédiaire de ses frères Jean-Michel et Hubert, au réseau de soutien au FLN du PCI. Il parvient, en liaison permanente avec Michel Fiant, membre du bureau politique du PCI, à regrouper les militants les plus radicaux de l'UEC autour d'une activité «antifasciste», celle du FUA (Front universitaire antifasciste). Le FUA tire sa force d'un but simple et concret : il faut «tenir le Quartier latin» contre les partisans de l'OAS qui tentent de vendre leurs journaux ou de distribuer leurs tracts. L'antifascisme du FUA est fortement teinté de lutte pour l'indépendance de l'Algérie, et l'activité principale consiste à se battre contre les partisans de l'Algérie française. Ainsi un réseau d'étudiants prêts à réagir rapidement en cas d'apparition de militants d'extrême droite est mis en place. Ceux qui portent l'activité du FUA, Alain Krivine, Marie-Noëlle Thibault ou Pierre Goldman, sont les cadres du courant oppositionnel de gauche de l'UEC ; ils sont exclus en 1965

lors du 8<sup>e</sup> congrès de cette organisation. Le FUA a permis de structurer leur courant par des perspectives concrètes.

### APRÈS L'INDÉPENDANCE

Une partie des soutiens au FLN s'installent en Algérie à l'indépendance. Ils sont appelés les pieds-rouges. Certains risquent la prison en France, d'autres veulent construire la nouvelle société algérienne. Beaucoup sont frappés par le décalage entre l'Algérie imaginée pendant les années de lutte et celle qu'ils découvrent. Certains sont chassés lors du coup d'État de Boumediène en 1965. Tout comme Cuba à la fin des années 1950, Alger est un temps un lieu d'effervescence qui participe à jeter les bases du mouvement tiers-mondiste. □

### BIBLIOGRAPHIE

Linda Amiri, *La bataille de France. La guerre d'Algérie en métropole*, Robert Laffont, 2004.

Emmanuel Blanchard, *La police parisienne et les Algériens (1944-1962)*, Nouveau Monde, 2011.

Raphaëlle Branche, *La Torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie, 1954-1962*, Gallimard, 2001.

Sylvain Boulouque, *Les anarchistes français face aux guerres coloniales*, Atelier de création libertaire, 2002.

Alain Dewerpe, *Charonne, 8 février 1962. Anthropologie historique d'un massacre d'État*, Gallimard, 2006.

Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Les Porteurs de valise, la résistance française à la guerre d'Algérie*, Albin Michel, 1979.

Jim House et Neil MacMaster, *Paris 1961. Les Algériens, la terreur d'État et la mémoire*, Tallandier, 2006.

Mohamed Harbi et Benjamin Stora, *La Guerre d'Algérie, 1954-2004 : La fin de l'amnésie*, sous la direction de, Robert Lafont, 2004.

Sylvain Pattieu, *Les Camarades des frères. Trotskistes et libertaires dans la guerre d'Algérie*, Syllepse, 2002.

Jean-Pierre Peyroulou, *Guelma, 8 mai 1945. Une subversion française dans l'Algérie coloniale*, 2009.

Jean-Yves Sabot, *Le syndicalisme étudiant et la guerre d'Algérie*, L'Harmattan, 1995.

Catherine Simon, *Les années pieds-rouges, des rêves de l'indépendance au désenchantement*, La Découverte, 2009.

Sylvie Thénault, *Histoire de la guerre d'indépendance algérienne*, Flammarion, 2005.

### La droite et l'extrême droite en embuscade

Il y a sept ans, une mobilisation citoyenne, des associations et des historiens avait permis de faire reculer le gouvernement qui voulait par la loi imposer, avec l'article 4 de la loi de février 2005, une reconnaissance dans les programmes scolaires du « rôle positif de la colonisation ». Il est important de ne pas relâcher la vigilance car de nombreux signes sont inquiétants : la volonté de Sarkozy de courtiser l'électorat FN, la création de la Droite populaire par les députés ultras UMP, les risques de recomposition entre droite et extrême droite après les élections présidentielles. Dernier épisode en date, en août 2011, le maire de Nice Estrosi laisse les nostalgiques de l'Algérie française honorer la mémoire de l'OAS et des généraux putschistes dans sa ville. En février 2012, il récidive et prétend interdire un colloque de la LDH dans sa ville sur la guerre d'Algérie.



Aubervilliers, passerelle de la Fraternité. DR

### Il y a soixante ans, les massacres de Sétif et Guelma

Le 8 mai 1945, à Sétif, dans le Constantinois, la population algérienne manifeste pour célébrer la victoire alliée. Le prestige de la France puissance coloniale a été affaibli avec la défaite de 1940, puis lors du débarquement allié de novembre 1942 où les États-Unis ont diffusé en masse la *Charte de l'Atlantique* qui condamne le colonialisme. Face aux déceptions engendrées par la métropole, qui refuse d'accorder l'égalité politique aux « Français musulmans d'Algérie », le nationalisme algérien s'est radicalisé depuis les années 1930, à l'image d'un leader modéré comme Ferhat Abbas, d'abord assimilationniste, puis partisan d'un Commonwealth à la française, enfin indépendantiste. Auteur en 1943 du *Manifeste du peuple algérien*, il a créé les Amis du manifeste et de la liberté (AML), mouvement qui revendique une large autonomie. L'Étoile nord-africaine, mouvement plus radical formé par Messali Hadj, ouvrier algérien d'abord proche du Parti communiste, dissoute en 1937, s'est transformée en Parti du peuple algérien (PPA), et investit les AML. En avril 1945, il est préventivement déporté par les autorités à Brazzaville. Aussi, dès le 1<sup>er</sup> mai 1945, des manifestations éclatent dans plusieurs villes d'Algérie, durant lesquelles des slogans nationalistes sont criés et des drapeaux de l'Étoile nord-africaine (l'actuel drapeau algérien) brandis : la police intervient, et tue plusieurs Algériens.

Le 8 mai à Sétif, les mots d'ordre nationalistes, anticolonialistes et favorables à la Charte de l'Atlantique sont donc associés à la victoire sur le nazisme. La police tue un jeune scout musulman qui portait le drapeau rouge, blanc et vert. La manifestation dégénère en émeute, les troubles s'étendent à toute la région, et des Européens isolés sont attaqués et massacrés par la population. Leurs cadavres sont souvent mutilés : des années de domination et d'humiliation trouvent un violent exutoire.

La riposte est terrible. L'armée conduit la répression à Sétif, procède à des exécutions sommaires ; l'aviation mitraille des villages. À Guelma, des milices d'Européens encouragées par le sous-préfet se chargent de la sale besogne. 2500 militants sont ainsi arrêtés puis jugés dans un simulacre de procès par des gendarmes, des policiers, des miliciens autoproclamés « Comité de salut public », avant d'être exécutés.

L'enfouissement rapide des cadavres a entraîné une difficulté à dénombrer précisément les victimes. Une chose est certaine, le déséquilibre entre la centaine de victimes côté européen (86 civils et 16 militaires) et les 5 à 20000 morts algériens. Les événements de Sétif et Guelma restent inscrits dans la mémoire collective algérienne et creusent l'écart et la haine entre les communautés. Les Européens comprennent qu'ils sont vulnérables et se regroupent dans les villes, désertant les campagnes, contrôlés de fait par les « fellagha ». Pour l'historienne Sylvie Thénault, le 8 mai 1945 n'est pas le début de la guerre d'indépendance algérienne, qui commence bien le 1<sup>er</sup> novembre 1954, mais il marque une « étape dans la dégénérescence de l'Algérie française ».



# Jeanne d'Arc, la revenante

PRÉSENTÉE PAR PIERRE VANDEVOORDE

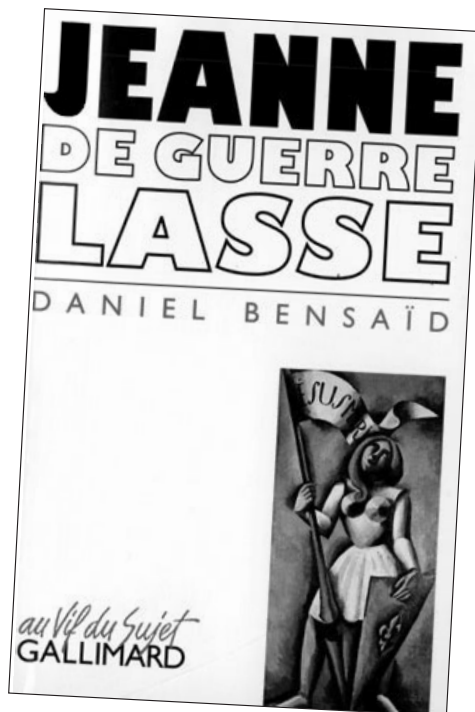
Pour son 600<sup>e</sup> anniversaire, comme il se doit, les défenseurs de la grandeur de la Nation tirent chacun Jeanne dans leur camp. L'escapade de Sarkozy à Domrémy étant par trop apparue comme une tentative de captation des voix... du FN, l'avantage reste à l'extrême droite, qui a pour elle d'occuper ce terrain avec constance.

Mais la Pucelle n'a pas toujours été ce symbole ranci. Il y a dix ans, Daniel Bensaïd publiait son *Jeanne de guerre lasse*, un texte qui déranga bien des certitudes. Portant le combat sur le terrain des idées et des représentations, il renouait le fil avec le point de vue des socialistes révolutionnaires d'avant 1914. Il avait présenté son livre dans la revue *Alternative libertaire*. En voici des extraits.

« Figure des temps de transition, où un ordre disparaît avant qu'un autre ait encore pris forme, Jeanne est une mystérieuse passante et une extraordinaire passeuse. Entre déjà-plus et pas-encore, ces périodes incertaines sont propices aux prodiges et aux jaillissements. La Pucelle chevauche ainsi, entre le crépuscule du Moyen Âge et l'aube de la Renaissance.

Championne de la foi populaire face aux pompes hiérarchiques de l'Église savante, théologienne de la libération en somme, elle surgit à mi-chemin entre les vieilles hérésies [...] et la Réforme luthérienne. Elle se faufile entre l'ordre dynastique féodal et un ordre national naissant, qui se cherche dans les marges d'un royaume en lambeaux. Chef d'une guerre de mouvement, elle illustre le déclin de la chevalerie défaite à Azincourt et elle expérimente la victoire de l'artillerie sur l'arquebuse. Accusée de sorcellerie, de blasphème, d'idolâtrie, son procès annonce la grande chasse aux sorcières du siècle suivant. [...] Après le sacre, elle aurait pu prendre une retraite dorée, savourer les honneurs et le confort de la Cour. Ce n'était ni son monde ni son genre. Il y avait encore de la misère à soulager au royaume de France, et des villes à délivrer. Elle avait encore de l'énergie pour aller plus loin. Car la délivrance n'en finit pas. C'est un combat permanent. Elle s'est hâtée, terriblement pressée, la nuque mordue par le sentiment

de sa propre précarité. Abandonnée de presque tous, trahie de l'intérieur, à la tête d'une troupe minuscule de 400 mercenaires qui ne faisaient même plus une armée, Jeanne sous Compiègne, c'est déjà Saint-Just au lendemain de Fleurus, ou la tragique solitude du Che en Bolivie. [...] Son procès est le prototype et l'archétype de tous les procès en hérésie, en dissidence, en insoumission, en sorcellerie politique. La fidélité obstinée à ses voix face à l'imposante autorité d'un aréopage de dizaines de docteurs sorbonnards et de prêtres, est le modèle



de toutes les résistances, de la nuque qui refuse de plier, du bon droit qui refuse de rendre les armes, d'abjurer et de se repentir. [...] Affaire non classée, donc. Affaire inclassable, sans doute. L'irruption de Jeanne dans l'histoire fit désordre. Elle tint la promesse, faite à Orléans, de faire « un si grand hahay qu'il y a bien mille ans qu'en France il n'en fut un si grand », et ce désordre lui survit. □

Daniel Bensaïd

## Jeanne, en quelques dates

1412 - Naissance probable à Domrémy.

Mai 1428 - Jeanne dit entendre les « voix » de saints lui ordonnant de « *bouter les Anglais hors de France* ».

Mars 1429 - Elle rencontre le dauphin Charles à Chinon. Sa popularité le convainc de lui confier une armée.

8 mai 1429 - En dix jours, Jeanne libère Orléans assiégé depuis octobre, puis vole de victoire en victoire.

17 juillet - Elle fait sacrer Charles à Reims. Il souhaite négocier une trêve, mais elle le pousse à poursuivre la lutte.

8 septembre - Échec devant Paris. Charles VII dissout son armée. Elle continue avec une petite troupe.

23 mai 1430 - Elle est capturée devant Compiègne.

9 janvier-30 mai 1431 - Procès et exécution à Rouen.

1450-1456 - Procès en nullité sur requête de Charles VII.

1841 - L'historien Jules Michelet en fait une « *sainte républicaine* ».

1869 - Embarrassée, l'Église catholique entame un procès en béatification.

1890 - En réaction, le socialiste Lucien Herr écrit dans le quotidien *Le Parti ouvrier*: « *Jeanne est des nôtres, elle est à nous.* »

1897 - Charles Péguy dédie son « *Jeanne d'Arc* » « *À toutes celles et à tous ceux qui sont morts de leur mort humaine/pour l'établissement de la République socialiste universelle.* »

Décembre 1914 - Pour consolider l'« union sacrée », le député nationaliste Maurice Barrès propose l'institution d'une fête de Jeanne d'Arc.

1920 - Canonisation par le Vatican et institution de la fête de Jeanne d'Arc par l'Assemblée nationale.

UNE VOIX DE LA FRANCE D'EN BAS

# ENTRETIEN AVEC PIERRE LE MÉNAH

*Les travailleurs de la Société bretonne de fonderie et de mécanique (SBFM) ont mené en 2008 une lutte exemplaire pour la sauvegarde de leur usine, sous-traitante de la filière automobile<sup>1</sup>. Par leur victoire, ils se sont montrés les dignes héritiers des ouvriers des forges d'Hennebont et d'Inzinac-Lochrist mais également les dignes héritiers de la grande grève de 1906 de la vallée du fer blanc<sup>2</sup>. La lutte de la SBFM s'inscrit non seulement dans l'histoire de la lutte des classes mais également dans la mémoire des résistances bretonnes au même titre que Plogoff, l'hôpital public de Carhaix, ou encore contre les différentes marées noires. Un livre, écrit par celui qui fut sacré « meilleur interviewer de France » après sa prestation face à Sarkozy, revient sur l'histoire de cette lutte.*

**Dans quel cadre et pourquoi as-tu écrit ce livre ? Peux-tu expliquer le choix d'intituler ton livre La France d'en bas face à Sarkozy ?**

C'est déjà le prolongement d'un combat et, à mon grand étonnement, une sollicitation d'un éditeur national qui m'a proposé d'écrire un livre sur les étapes d'une lutte menée par les salariés de SBFM et du face à face avec Sarkozy, bref de faire un mixte d'un combat, d'une victoire historique et du prolongement d'un combat politique contre Sarkozy. Et comme on dit : les paroles s'en vont, les écrits restent. Il s'agit aussi, au-delà d'avoir été le porte-parole des salariés de la SBFM, d'écrire leur histoire : c'est eux, je le rappelle, les véritables auteurs de ce livre, les orfèvres de ce combat historique. Il était nécessaire de se servir de tous les tremplins qui nous ont été proposés pour faire entendre notre voix au niveau national et de faire savoir qu'une lutte n'est pas perdue d'avance. On connaît le théorème qui dit que toute lutte qui n'est pas menée est sûre d'être perdue, il faut donc la mener « jusqu'au bout, jusqu'à la victoire » ! Pour moi, la France d'en bas c'est péjoratif, car c'est Raffarin qui l'a mise en avant ;

une ligne de démarcation qui privilégie ceux qui ont toujours été des nantis et appauvrit ceux qui subissent leur politique depuis des décennies. Ce livre est donc un cocktail Molotov pour certains et un cocktail aux fruits de la passion à déguster pour d'autres, avec une préface de Lavilliers, qui généralise là aussi la lutte des salariés au-delà de la SBFM. On est peut être une exception au niveau de l'Hexagone mais ce qui a été possible à la SBFM est possible ailleurs, à condition de créer un climat de confiance, être à l'écoute des salariés, les respecter sans jamais les trahir.

**Lors du conflit, comment avez-vous gardé votre cohésion face aux stratégies patronales visant à diviser les salariés dans leur lutte ? Quels sont les éléments déterminants qui ont permis votre victoire totale avec, rappelons-le, le rachat par le groupe Renault sans licenciement et sans avoir touché aux protections des salariés ?**

Là encore ce sont les salariés de la SBFM, les orfèvres d'une mobilisation basée sur tout le monde ou personne. Quand on a été confronté au choix entre une liquidation ou la perte de 50%

d'effectifs sur 540 salariés, la mobilisation a été spontanée avec dès le départ comme revendications : zéro licenciement et pérennité de l'entreprise, auxquelles l'ensemble des salariés a adhéré. Quand on monte sur l'échafaud, personne n'a envie de se faire couper la tête. Certains ont douté de cette stratégie qui peut paraître jusqu'au-boutiste. Mais cette cohésion a permis de ne pas varier en fonction des étapes. Nous avons également calqué nos revendications sur les propres déclarations de nos principaux clients, Renault et PSA, qui considéraient la SBFM incontournable. Nous avons contraint en deux étapes les actionnaires, les pouvoirs publics et les politiques sur leur responsabilité à s'engager : dans un premier temps sur la reprise de la SBFM par Renault avec le maintien des droits sociaux et de l'emploi, et dans un deuxième temps, avec une victoire économique et sociale le 16 juillet 2010, deux ans après, en obligeant Renault à investir 85 millions d'euros pour pérenniser le site. Nous maintiendrons la pression pour que Renault tienne ses engagements. Ce qui montre que sans la lutte des salariés de la SBFM, rien n'aurait été possible, y compris les négociations nécessaires. Sans ce levier, le résultat était connu d'avance !

**Souvent dans ton livre, tu fais référence au concept d'un**

**syndicalisme de classe et de masse. Peux-tu revenir sur ce concept ? L'orientation actuelle de la CGT confédérale n'est-elle pas un frein à la convergence des luttes légitimes des salariés ?**

Je considère qu'au niveau des instances, il y a éloignement par rapport aux bases syndicales : elles ne sont pas à l'écoute et sont déconnectées d'un certain nombre de réalités au quotidien dont on débat régulièrement avec les salariés. On l'a bien mesuré au moment du mouvement des retraites. C'est vital aujourd'hui de prendre des positions de classe et de masse, la lutte de classe n'a jamais été autant d'actualité ! L'orientation confédérale est très certainement un frein, pas encore un frein à main, je dirais que l'on est sur la pédale douce. On s'oriente plus vers un syndicalisme d'accompagnement et d'adhérents. Cela me fait penser à la CFDT. Certes il faut des adhérents, mais il faut surtout être en phase avec les revendications des salariés. L'exemple de la SBFM est significatif : 80% de syndiqués sur un effectif de 440 salariés, soit plus de 300 syndiqués actifs et 98% aux élections professionnelles. Cela prouve que l'on est en phase avec les revendications des salariés et forcément en marge des positions formatées de la confédération et de la fédération. Ce n'est pas les

1. Pour plus d'informations, on se reportera utilement au site suivant : <http://cgtsbfmrebelle.skyrock.com/>

2. Deux grandes grèves secouent le secteur métallurgique morbihannais, d'abord en 1903 sur des questions salariales (40 jours) puis en 1906 pour réclamer l'instauration des 8 heures (115 jours). Ces grèves ont été l'occasion de rassemblements massifs, de manifestations, de heurts violents avec les forces de l'ordre.



# ANÈS

PROPOS RECUEILLIS PAR LE COMITÉ NPA MORBIHAN (56)

effets d'annonce qui créent une mobilisation, il faut les fédérer et ne pas opposer les luttes les unes aux autres. Quand je dis cela, je fais référence à l'année 2009 qui a été émaillée de grandes grèves dans les filières de l'automobile et de la chimie, qui ont été des luttes exemplaires au même titre que la nôtre et à partir de là je salue les luttes des Conti, Molex et New Fabris. Face aux Conti, la confédération a prétexté qu'ils n'avaient pas assez de syndiqués. Moi je veux bien mais les syndiqués, ça ne s'invente pas. Et je me pose souvent et encore la question : quelle aurait été la position des instances si on avait annoncé le 26 juin 2009 la liquidation de la SBFM ? Quelle aurait été leur solidarité, leur soutien si on avait décidé de continuer la lutte de manière plus radicale ? Nous aurait-on considérés jusqu'au-boutistes ?

**Que dirais-tu aux partisans de la politique « rose bonbon bonbon rose » de Hollande présentée comme l'alternative à Sarkozy et au diktat de l'oligarchie financière ?**

C'est la formule que j'ai employée : tirer les enseignements « blanc bonnet bonnet blanc » avec une formule qui pourrait être « bonbon rose rose bonbon ». Ce n'est pas moi qui ai qualifié le candidat à la présidentielle de gauche molle : c'est venu de son propre parti. À l'écoute des premières prises de position, on peut se rendre compte des premières démarches : c'est manger dans un premier temps dans la main des Verts avec des tractations plus que nébuleuses et dans un second temps du Modem. Le décor commence à être déjà planté. Moi je tire les



Pierre Le Ménahès,  
*La France d'en bas face à Sarkozy, Favre, 2011,*  
12 euros

enseignements, au même titre que dans les luttes c'est-à-dire les hautes trahisons : du programme commun à l'union de la gauche en passant par la gauche plurielle. Chat échaudé craint l'eau froide comme on dit.

**Il est clair que sous le prétexte de la crise de la dette, les capitalistes veulent faire les poches des peuples d'Europe, la grève des masses semble être l'unique solution pour les peuples. Comment construire cette grève générale du**

**XXI<sup>e</sup> siècle ? Comment les organisations syndicales et politiques les plus combattives peuvent-elles jouer un rôle d'avant-garde ?**

On sait très bien, même si on le revendique, que la grève générale ne se décrète pas d'un coup de baguette magique. C'est une certitude. Par contre ce que je regrette, là encore, c'est que l'on a eu l'occasion, à plusieurs reprises à partir des différentes mobilisations en 2009-2010, de créer ces conditions, c'est-à-dire d'élargir le mouvement, d'être force de propositions auprès des

salariés à la hauteur des coups portés que ce soit sur les retraites, les conditions de travail, les salaires... Encore une fois, les instances n'ont pas été à l'écoute de la base. Encore une fois c'est ça qui me dérange, la grève générale est un sujet tabou, voire un délit d'opinion. Cela a été le cas lorsque l'idée a été évoquée au sein de la CGT et dans d'autres organisations syndicales (même si je rappelle que cela doit se construire). En clair « c'est au pied du mur qu'on reconnaît les maçons... ». □

# APPRENDRE LE TRAVAIL

## Une livraison de la revue *Agone*

PAR HENRI CLÉMENT

Les débats qui ont entouré la proposition de François Hollande d'embaucher 60000 nouveaux professeurs, tout comme le rapport de la Cour des comptes dressant un bilan accablant des réformes du recrutement, marquent à quel point la question scolaire occupe une place centrale dans cette campagne présidentielle. Dans le même mouvement, l'alternance et l'apprentissage se retrouvent parés de nouvelles vertus pour combattre à la fois l'échec scolaire et le chômage des jeunes. Dans ce contexte où tant de préoccupations s'entremêlent, nous ne saurions trop recommander la lecture de l'avant-dernier numéro de la revue *Agone* au titre d'actualité : « Apprendre le travail ». Un numéro qui se donne pour objectif d'approfondir la réflexion sur les liens entre institution scolaire et monde du travail. Nous nous bornerons ici à en tracer les aspects les plus intéressants. Signalons entre autres la contribution de Sylvain Laurens et Julian Mischi sur les politiques de revalorisation du travail manuel mises en place entre 1975 et 1980. Cette analyse approfondie montre bien comment l'État s'est efforcé, au travers de vastes campagnes de communication censées transformer la perception du travail manuel, d'affaiblir les bases de la CGT et du PCF et donc d'éroder les capacités de résistance de la classe ouvrière.

Un aspect renforcé par l'insistance avec laquelle le secrétaire d'État revient sur la question des conditions de travail, et de la nécessité de s'adresser directement au travailleur<sup>1</sup>. Et la tournée des usines réalisée dans cette période par Stoléro, secrétaire d'État à la Condition des travailleurs manuels, n'est pas sans rappeler les apparitions de Nicolas Sarkozy aux côtés d'ouvriers, afin de se poser en porte-parole et représentant des intérêts des travailleurs et des usines. À cette époque se met donc en place une vraie politique de la droite pour reconquérir les ouvriers, à travers la valorisation du travail manuel et la défense de la main-d'œuvre nationale. Mais cette question de la valorisation du travail correspond aussi à un autre angle d'attaque qui sert de pivot central dans ce numéro : la question du rapport qu'entretiennent les enfants d'ouvriers, et plus largement des couches populaires, à l'institution scolaire. En s'appuyant sur les travaux du sociologue Paul Willis – en particulier à l'occasion de la publication de son ouvrage *L'École des ouvriers*<sup>2</sup> – il s'agit de montrer aussi comment les classes populaires peuvent développer une culture distincte de la culture légitime et ne pas vouloir entrer dans le moule culturel dispensé dans les filières dites générales. Ce qui est au cœur de cette discussion, c'est



**Revue Agone n° 46, Apprendre le travail, Agone, Marseille, 240 pages, 20 euros**

bien de savoir si le fonctionnement de l'institution scolaire telle qu'elle existe aujourd'hui n'est pas un des rouages essentiels de la reproduction des classes sociales, pas seulement du fait de l'exclusion des élèves ou des déterminismes sociaux, mais bien dans le sens où cette institution parvient à « convaincre » de la place que tel ou telle doit occuper. L'article d'Ugo Palheta en particulier revient sur les perceptions qu'ont les jeunes de l'école et sur la façon dont « ils s'orientent au moins autant qu'ils sont orientés vers les filières les moins nobles et les moins payantes du système de formation ». Ce travail permet de saisir toute la pertinence des thèses de Willis en les appliquant au fonctionnement de l'institution scolaire française contemporaine. Le sociologue britannique revient sur cet

aspect, parmi d'autres, dans un entretien et apporte des éclaircissements essentiels sur les thèses qu'il développe et sur leur actualité, ce qui constitue une excellent introduction à son ouvrage et une invitation à se plonger dans une lecture des plus stimulantes car elle vient percuter de plein fouet un certain nombre de convictions au sujet de l'école et de sa dimension progressiste. Il ressort des propos du sociologue une invitation à saisir le réel dans toute sa complexité, un défi posé à la fois à la recherche mais aussi aux organisations qui se donnent pour objectif de transformer la société. Dans le cadre de cette campagne électorale, ce numéro d'*Agone* tombe à point nommé pour nous rappeler que cette école est également une très vaste entreprise de sélection et de domestication sociales, et que la question des seuls moyens à consacrer à l'éducation ne saurait en aucun cas résoudre cette contradiction. □

1. Cet aspect, qui fait partie des politiques mises en place par le patronat, est bien mis en évidence par Pierre Morville dans Les nouvelles politiques sociales du patronat, coll Repères, La Découverte, 1985. Ces politiques sont pour partie à l'origine de cet « individualisme négatif des classes populaires » analysé par Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot dans leur ouvrage Sociologie de la bourgeoisie.

2. Paul Willis, L'École des ouvriers. Comment les enfants d'ouvriers obtiennent des boulots d'ouvriers, Agone, 2011



## Du péril de l'ignorance

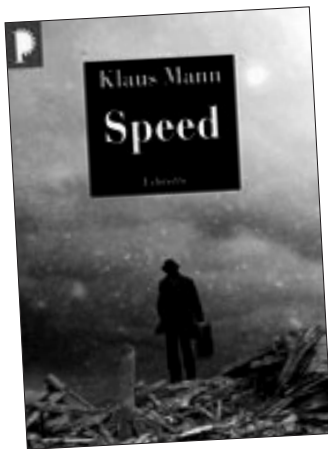
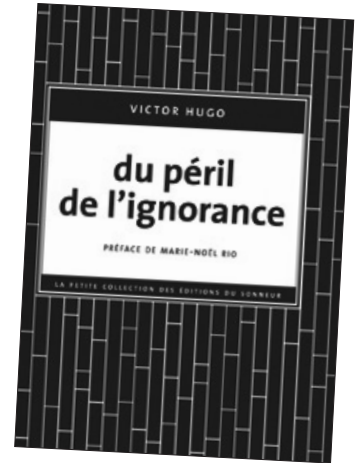
PAR HENRI CLÉMENT

Excellente initiative des éditions du Sonneur qui, dans leur «petite collection», ont publié dernièrement le discours de Victor Hugo consacré à la question de l'éducation. Ou pour être plus précis, à la nécessité de ne pas couper dans les budgets de l'éducation. Bien sûr, nous sommes encore loin de la question de

l'école publique, mais il s'agit de défendre un principe: «*Mais si je veux ardemment, passionnément, le pain de l'ouvrier, le pain du travailleur, qui est mon frère, à côté du pain de la vie je veux le pain de la pensée, qui est aussi le pain de la vie*». Cette lecture rapide et fort stimulante permet de désacraliser le grand nom, l'auteur immortel, pour entrevoir l'homme de tous les

jours, avec ses manquements et ses contradictions, sa volonté alors de défendre tout à la fois l'ordre bourgeois et d'améliorer la condition ouvrière. C'est aussi l'occasion d'un autre regard sur les débats autour de la dette publique et des économies à réaliser... déjà en novembre 1848! □

**Du péril de l'ignorance, Victor Hugo, La petite collection des éditions du Sonneur, 2011, 5 euros.**



**Speed, Klaus Mann, traduit de l'allemand et de l'anglais par Dominique-Laure Miermont, Libretto, Phébus, 2011, 10 euros.**

## Speed

Il est de grandes familles littéraires: certaines reposent sur des affinités électives, d'autres le sont de façon plus directe, au sens propre. C'est le cas de la famille Mann, grande pourvoyeuse d'auteurs de talent. La publication de *Speed*, en format de poche, est l'occasion de (re)découvrir ce «fils de» qu'était Klaus Mann, qui parvint à se faire un prénom. Ce recueil regroupe un large éventail de nouvelles, dont certaines ne furent jamais publiées de son

vivant. Elles permettent de saisir l'évolution non seulement de l'artiste, mais aussi de l'homme, aux prises en particulier avec l'avènement du nazisme. Alors que les deux premiers textes restent marqués par ce que l'on pourrait qualifier de «culture européenne», qui accorde une place importante à l'art et aux exercices spirituels, la troisième nouvelle, *Dernière conversation*, marque un virage assez net, où les nécessités de la lutte contre le fascisme se font plus pressantes, comme le montre ce récit mettant en scène deux jeunes exilés échoués dans une chambre

d'hôtel parisien. Pourtant, Klaus Mann ne cessera d'éprouver une certaine nostalgie pour cette culture européenne dont il était un digne représentant et un fin connaisseur. *Le dernier cri* exprime bien cette tristesse d'un monde désormais révolu, écrasé par la barbarie nazie, et qui ne vit plus que dans la mémoire de quelque vieille femme qui hante un palace: «*Nous sommes condamnés – nous tous. [...] Les fleurs, le champagne, les belles filles; les artistes, les courtisanes, les aventuriers et les poètes – condamnés, condamnés, condamnés.*» □

## La Brèche

Tout se passe à Moscou, dans un quartier périphérique et une ambiance de fin du monde: rationnement, pannes incessantes, rue désertes et bâtiments à l'abandon... Une menace diffuse plane sur la ville: les rumeurs parlent de foules sur les boulevards, de centaines de morts, de pillages, mais tout cela reste très vague. Dans le doute, on se méfie de tout le monde. Pour protéger sa famille, Klioutcharev, un écrivain, décide de creuser un abri dans une sorte de terrain vague et doit trouver du matériel. Quelque part, il existe un tunnel, une brèche qui s'amenuise, qui permet d'accéder à un monde

souterrain où vivent les intellectuels qui ont fui la société. Ce roman a souvent été présenté comme une représentation de l'impasse de la société communiste. Pourtant, cela ne saurait suffire à décrire la portée et la force de l'ouvrage. Bien sûr, il y a de très nombreux éléments, caractéristiques de l'Union soviétique déclinante, qui valident ce point de vue. Makanine entremêle les thèmes et les scènes, et les imbriquent si bien qu'il est difficile de trancher de façon aussi définitive. Car le texte peut également être lu comme une féroce critique des intellectuels, de leur repli sur eux-mêmes et sur leurs préoccupations. Ce monde souterrain, c'est à la fois la contre-société des samizdats et des

réunions clandestines en URSS, mais aussi une satire du monde de l'autre côté du rideau de fer, avec ses rues bien éclairées, ses magasins remplis aux vitrines alléchantes. Dans les deux cas, ce qui caractérise principalement l'intelligentsia, c'est le fossé qui la sépare du peuple. Ce peuple qui devient une force autonome, un flot humain qui parcourt la ville, sans raison apparente. En tout cas, sans raison compréhensible par les rares intellectuels encore présents



comme par ceux qui se trouvent de l'autre côté de la brèche. Cette sourde menace planant sur tout le récit redouble la coupure entre mondes urbain et souterrain, entre peuple et savants et ouvre grand la porte à toutes les inquiétudes. Pourtant, l'aube réserve bien des

surprises et Klioutcharev découvrira que le pire n'est pas obligatoire. Ce court roman n'a rien perdu de sa force et résonne aujourd'hui avec une vigueur renouvelée. □

# S'ABONNER

**Abonnements par chèque**, à l'ordre  
de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil)  
ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE :

## FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an  
 **50 euros 100 euros**

Tarif jeunes/chômeurs/précaires  
pour l'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an  
 **38 euros 76 euros**

Abonnement à la revue mensuelle  
 6 mois 1 an  
**22 euros 44 euros**

## ÉTRANGER

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an  
**70 euros 140 euros**

## Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT          
CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE: .....

SIGNATURE:

## Etablissement teneur du compte

BANQUE: .....

ADRESSE: .....

CODE POSTAL: .....

VILLE: .....

## Abonnements

### par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et  
renvoyez nous le formulaire **accompagné d'un RIB**  
à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR,  
93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA  
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires  
 HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA  
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du  
compte à prélever sur ce dernier le montant des avis  
de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui  
seront présentés par:

ORGANISME CREANCIER:  
**NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE,  
D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION  
(NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR  
93100 MONTREUIL  
NUMERO NATIONAL D'EMETTEUR:  
**554755****

## Titulaire du compte

NOM: .....

PRENOM: .....

ADRESSE: .....

CODE POSTAL: .....

VILLE: .....

MAIL: .....

**TOUT est à nous! LA  
REVUE**  
mensuel du Nouveau Parti  
anticapitaliste  
Rédaction: 01 48 70 42 27  
Diffusion: 01 48 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org  
Administration: 01 48 70  
42 28  
2, rue Richard-Lenoir, 93100  
Montreuil  
redaction@npa2009.org  
Commission paritaire:  
0514P11509  
Tirage: 3 000 exemplaires  
Société éditrice: Nouvelle  
Société de presse, d'audiovisuel  
et de communication (NSPAC)  
SARL au capital de 3 500 euros  
(durée 60 ans)  
Gérant et directeur de  
publication:  
François Coustal  
Impression:  
Rotographie,  
Montreuil-sous-Bois  
Tél.: 01 48 70 42 22  
Fax: 01 48 59 23 28  
mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT\*

LISEZ

**TOUT EST-À-NOUS!  
L'HEBDO**

L'hebdomadaire du Nouveau Parti Anticapitaliste

**TOUT!**  
est à nous!

www.npa2009.org

n° 140 - 15 mars 2012 - 1,20 €

Dossier  
**Migrations,  
antiracisme,  
anticolonialisme**  
Pages 6 et 7

**Vive la révolution syrienne!**

